

XII

HORIZONTALITÉ / HORIZONTALISME

EN FRANÇAIS COMME EN CASTILLAN, le deuxième terme de ce titre est un néologisme, et on pourrait lui préférer celui, grammaticalement correct, d'horizontalité. Nous ne le ferons pas, préférant parler d'« horizontalisme », voire de « vision horizontale », selon le titre de l'ouvrage de Raúl Zibechi, *La Mirada horizontal*. Pourquoi ajouter un « isme » à un terme dénué de toute connotation idéologique ?

Premièrement, parce que si l'horizontalisme n'est pas une idéologie à proprement parler, il n'est pas non plus a-politique mais au contraire anti-politique. Si le politique est l'acceptation du système en place, l'horizontalisme constitue la négation de ce système. Or, nier le système revient à redonner toute sa dimension à la *potentia*, le pouvoir-action d'une base non seulement opposée au *potestas* (le pouvoir politique), mais opposée à l'idée-même de combattre pour conquérir un *potestas* qui lui a pillé toute sa capacité d'action – l'exemple des assemblées de quartiers en Argentine est assez significatif et nous y reviendrons. Anti-politique aussi parce que le modèle

horizontal se veut proche du virus dans son mode de dissémination : il n'est pas question de concevoir un modèle horizontal cumulatif¹ mais bel et bien reproductif. Anti-politique enfin, car, quand le parti impose une ligne à suivre², le modèle horizontal nécessite d'avoir été reproduit, donc avoir été réapproprié pour mieux pouvoir se diffuser.

La deuxième raison réside dans le fait que cette vision horizontale puise ses sources au plus profond de la *selva Lacandona* d'où, depuis 1994, des peuples si souvent taxés de primitifs ou premiers ne cessent d'accrocher des poissons d'avril dans le dos des « mangeurs du populaire »³. Les zapatistes ont donc médiatisé (à défaut de l'avoir fondé) un mode d'action qui se base clairement sur la capacité des femmes et des hommes à compter sur eux-mêmes et sur leurs différences, et à penser en dehors d'un État dont il est souhaité tout simplement la disparition. Et c'est justement ce qui fait tout le sel d'un mouvement dont « *on rabroue [les] bergers gauchistes, [...] conspue le réformisme [du] projet ; [...] dénonce [le] cynisme, [...] raille [l']angélisme, [à qui] on [...] impute pêle-mêle papisme et paganisme, ethnocentrisme et patriotisme, militarisme et pacifisme ; [...] condamne [les] archaïsmes, [...] blâme [les] postures modernistes* »⁴. Des critiques de tous bords ont pu fuser à une certaine époque contre l'EZLN, mais cette capacité à regrouper la diversité symbolisée par le fameux slogan un *mundo donde quepan todos los mundos* avait depuis bien longtemps dépassé le stade de la simple profession de foi. En un mot, les zapatistes ont réussi à unir les différentes forces sous-tendant et traversant la société chiapanèque, ainsi que les différents groupes les ayant rejoints : Tzotziles, Tzeltales, Choles, Tojobales ou Zoques. En deux mots, le tour de force des zapatistes est d'avoir mis en pratique la simple constatation qu'afin de mieux respecter les différences de chacun, les structures en formation – qui ont pour but de se péren-

1. Processus cumulatif qui fonde les partis politiques, et qui les met de facto dans un processus concurrentiel et compétitif rarement dépassé, pas même dans les contextes d'union. La constatation est valable pour tous les bords politiques dans la mesure où le but d'un parti est de se survivre et, si possible, d'accéder au pouvoir.

2. Qui se dit *bajar la línea en argentin*, et se traduirait par « descendre la ligne », en français.

3. Nous empruntons l'expression aux coordinateurs de la revue *Échanges et Mouvements* qui l'ont eux-mêmes empruntée à François Rabelais.

4. *Depuis les montages du sud-est mexicain. Textes relatifs à la guerre indienne au Chiapas*, p. 21.

niser – doivent faire préexister « l'égalité ». C'est ce qui fonde l'idée d'horizontalisme – mais ne la définit pas entièrement.

Rendre effective l'égalité entre tous les individus implique un éventail de changements politiques, économiques, sociaux, intellectuels et culturels qui ne peut qu'aboutir au final à un bouleversement pur et simple des bases de la société contre lesquelles ces structures se sont construites. L'idée stirnérienne d'association entre individus n'est pas loin, les colonnes militaires de l'armée révolutionnaire française de 1792 ou celles, anarchistes, du début de la guerre civile espagnole non plus. Car chaque zapatiste a pris conscience de son importance relativement à l'ensemble de son groupe. Le problème est clairement posé par Raúl Zibechi, qui considère que les militants zapatistes – et ceux du Mouvement des sans-terres brésilien – « *constituent le noyau des changements. Autrement dit, ces sujets sociaux peuvent incarner la nouvelle société si, comme cela se passe dans le cas zapatiste ou le cas des sans-terres, les aspects niant le système ont un poids suffisant ou supérieur à ceux qui le reproduisent.* »⁵ Car, termine-t-il, les deux traits existent dans chacun des sujets sociaux, dans chacun d'entre nous. De la même manière, ils vont pouvoir aller dans un sens commun et partagé par tous. Les zapatistes ont sans doute bénéficié de l'existence de pratiques de solidarité et d'auto-organisation beaucoup plus répandues dans la société chiapanèque que dans d'autres sociétés, pour autant tout ne semblait pas acquis dès le départ et l'un des gros travaux qui fut mené lors du développement de l'organisation fut celui du règlement des violences machistes provoquées par l'alcoolisme. Quoi qu'il en soit, la pratique et la dynamique de l'EZLN furent telles qu'elles constituèrent une véritable lame de fond dans toute l'Amérique latine et jusque dans la République argentine où, déjà, en 1995, « *des retraités argentins utilisent la cagoule de Marcos pour réclamer une pension décente.* »⁶ Mieux, aujourd'hui la société civile argentine a totalement inclus dans son vocabulaire cette vision horizontale. Selon les propres termes de l'historien Ezequiel Adamovsky, lui-même militant actif dans une assemblée de

5. Raúl Zibechi, *La Mirada horizontal*, p. 11.

6. *Depuis les montagnes du sud-est mexicain. Textes relatifs à la guerre indienne au Chiapas*, p. 95.

quartier, l'« *horizontalité* [est] un mot qui est aujourd'hui fondamental dans le vocabulaire politique »⁷. Certes, l'information date de quelques années, mais nous avons pu constater en 2004 et 2006 la vivacité de cette vague horizontale qui s'exprime notamment à travers les fermes revendications du contrôle ouvrier d'entreprises aussi variées que les chemins de fer ou les mines du Sud patagon. Et si la terminologie même n'est plus forcément présente, l'idée, elle, est bien ancrée dans certaines couches de la société argentine. Comme l'indique Guillermo Almeyra⁸, c'est la subjectivité d'une bonne partie du peuple argentin qui a été fondamentalement modifiée après 2001.

Mais, nous avons évoqué tour à tour les idées d'autogestion, de contrôle ouvrier et d'assemblée, et les avons volontairement regroupées sous la même étiquette d'horizontalisme. Alors, de quoi parle-t-on exactement ?

Selon nous, la vision horizontale doit reprendre les exemples modernes qui (re)fondent cette pensée en Argentine : des mouvements *piqueteros*, et tout d'abord de HIJOS, dont il transparait que l'une des grandes raisons pour laquelle le schéma horizontaliste s'est fondé, fait suite à l'échec des structures privilégiées par leurs parents. Les structures révolutionnaires des années 1970, fortement hiérarchisées (notamment celle les Montoneros) s'effondraient dès lors que les têtes disparaissaient. De cette donnée fondamentale, et souvent depuis un point de vue marxiste ou péroniste, les HIJOS ont tiré l'expérience et en ont conclu qu'il fallait tracer une autre voie. D'où l'introduction de pratiques horizontales qui n'ont rien de novatrices en Argentine, mais qui n'ont jamais été systématisées sous forme organisationnelle depuis la période de gloire des anarchistes et de la FORA. D'ailleurs, la vision horizontale présente de grandes similitudes avec l'idéal libertaire et l'idéal communiste – débarrassé de ses scories stalinienne –, notamment dans sa volonté de passer outre les hiérarchies, de rendre la parole à chacun, de s'autogérer et de régler

7. Ezequiel Adamovsky, dans son article, « Les assemblées en Argentine ». Cette phrase est issue du discours de présentation du mouvement assembléiste au Forum Social de Porto Alegre de janvier 2003.

8. À de nombreuses reprises dans son *opus* que nous avons déjà cité.

les problèmes par soi-même. D'un point de vue théorique, l'horizontalisme revient à la construction symbolique d'une société que d'aucuns décriraient comme libertaire et communiste à travers l'articulation de cinq notions – dont nous empruntons et faisons nôtres les quatre premières à Ezequiel Adamovski, et la dernière à Maristella Svampa – à savoir la multiplicité, l'autonomie, l'horizontalité, les tactiques d'action directe et l'ancrage territorial :

- La multiplicité renvoie aux différences citées plus haut ;
- L'horizontalité à un fonctionnement débarrassé de toute hiérarchie ;
- L'autonomie à la possibilité de fonctionner sans aide de la part d'une instance qui pourrait se permettre de donner son avis par la suite (pour les mouvements moins radicaux, le recours à cette aide n'est pas forcément exclu, mais elle n'est ni exclusive ni assujettissante. Les *piqueteros* jonglent depuis toujours avec ce paramètre, certains avec plus ou moins de bonheur) ;
- L'action directe suppose des pratiques occasionnant de fait une réponse⁹ des forces de l'ordre public ou privé pouvant renforcer la cohésion et le sentiment d'unité au sein des structures la pratiquant ;
- Enfin l'ancrage territorial « apparaît comme un espace de résistance et aussi, progressivement, comme un lieu de re-signification et création de nouvelles relations sociales »¹⁰.

L'exemple parfait de ces pratiques horizontalistes en Argentine sont les insurrections de rues qui vont émailler les années 1969-1971. Auto-organisées et pratiquant l'action directe, réunissant en leur sein les classes populaires, ouvrières, des étudiants, ainsi que des petits artisans, et débordant largement les cadres partisans ou syndicaux, ces émeutes vont constituer un réel contre-pouvoir populaire. Car c'est bien dans le peuple argentin que se puisent les ressources de cette vision horizontale ou, comme le dit le militant du Mouvement des travailleurs désoccupés d'Allen, El Vasco :

9. De l'utilisation de la matraque au licenciement...

10. Maristella Svampa, *Inflexiones del paradigma neoliberal en América latina*.

« Le plus important, et nous le signalons toujours avec beaucoup de véhémence, c'est que les compañeras qui nous ont le plus enseigné sur l'autonomie sont celles d'un atelier de couture qui seules se sont organisées. Qui seules, ont trouvé les moyens. Qui seules ont su résoudre les problèmes auxquels elles étaient confrontées. Tous leurs excédents de production vont à l'ensemble du mouvement et ainsi de suite. Le point de référence de l'horizontalité n'est ni Toni Negri ni Holloway. Ce sont les compañeras du projet de couture. ¹¹ »

On l'aura compris, ce que le militant El Vasco nomme horizontalité, nous le nommons horizontalisme.

C'est là qu'intervient la troisième raison pour laquelle nous établissons une différence entre les deux notions : l'horizontalité est contenue dans l'horizontalisme. Et si nous insistons sur cette différence entre contenu et contenant, c'est bien parce que les pratiques horizontales, ou autogestionnaires en soi, sont absolument solubles dans le capitalisme. La dichotomie entre réformisme et révolution n'est pas nouvelle. À tel point qu'au début des années 2000, une rumeur persistante voulait que le FMI ait conseillé au pouvoir argentin de développer l'autogestion, notoirement beaucoup plus efficace d'un point de vue productif que le système paternaliste traditionnel ; les socialistes argentins eux-mêmes ont largement contribué à développer les coopératives sans que cela implique de changement fondamental dans les relations entre le capital et le travail – les propriétaires terriens s'étant largement réappropriés le concept. Du point de vue de la démocratie directe, la constatation est la même tant les socialistes (français pour le coup) ont pu développer les formes de démocratie participative locale ¹². Force est de constater à partir de ces derniers exemples que le système capitaliste est un grand recycleur d'idées et que la rupture ne peut justement pas se faire sur une seule, mais sur un ensemble de pratiques, quand bien même on se donne comme objectif de le réformer jusqu'à ce qu'il devienne vivable comme le propose la social-démocratie. C'est bien cet ensemble de pratiques qui se développe aujourd'hui après la chute des modèles idéologiques des XIX^e et XX^e siècles.

11. Intervention d'un militant du MTD Allen, « El Vasco », dans *Macache*, printemps-été 2004.

12. Souvenons-nous de la campagne présidentielle française de 2007, et du credo de la candidate socialiste...

Reste à savoir si ces structures sont suffisamment fortes pour ouvrir les « possibles » dont parlait Bourdieu. Possibles, dont la spécificité est d'être contenus directement dans les pratiques (multiplicité, autonomie, etc.) mais aussi d'être constamment mis en péril par ces mêmes pratiques.

À l'issue de l'insurrection de décembre 2001, les assemblées se sont constituées de manière spontanée. On en compte 272 dans tout le pays et 112 pour la seule capitale¹³. Il est par contre difficile de savoir combien de personnes ce mouvement a brassé car les assemblées les plus petites comptaient quelques dizaines de membres, et les plus importantes, plusieurs centaines¹⁴. Regroupements de voisins ne sachant que faire et se réunissant justement pour se rassurer, parler, se rencontrer et, pour certains d'entre eux, construire des projets de vie à l'échelle du quartier. Il a été dit dès leur apparition que ces réunions rappelaient directement les soviets et les conseils ouvriers. Il n'est pas évident que les participants les aient conçus ainsi... Simplement la perte de confiance en toute forme de représentation et de délégation réussit à en convaincre un certain nombre de faire cette démarche difficile pour tout non-militant, de se regrouper et de tenter de participer à une assemblée. Plus que politiques et constructives dans un premier temps, elles constituèrent pour beaucoup une thérapie de groupe, une expérience cathartique, prémice à tout nouvel engagement. Or certains militants organisés ont voulu profiter de l'aubaine d'une radicalisation qu'ils croyaient effective, pour attirer à eux de nouveaux militants. Objectivement fatigués par tant de querelles (quand, bien sûr, elles n'ont pas réussi leur conversion en structures locales, insérées et actives socialement), les assemblées se transformèrent rapidement en véritables assemblées de militants, justement très éloignées de ce pourquoi elles s'étaient spontanément créées. Si nous ne savons pas expliquer la raison de telles attitudes de la part de militants se voulant honnêtement engagés en faveur d'une

13. Cécile Raimbaud et Daniel Hérard, *opus cité*, p. 24. Guillermo Almeyra avance lui le chiffre d'environ 200 assemblées pour toute la République (*opus cité*, p. 190).

14. Almeyra avance le chiffre de 200 000 personnes ayant été influencées de près par les assemblées.

rupture ¹⁵, il nous est beaucoup plus aisé de comprendre comment cela s'est produit. Les techniques utilisées pour arriver à la captation des assemblées sont multiples et dépendent de la sociologie de l'assemblée : de la pression physique et morale à l'invective, de la volontaire obstruction à la non-formation. Les réponses qu'auraient pu apporter les assemblées auraient pu être aussi imaginatives : formation politique des nouveaux venus, contrôle de l'agressivité des militants ayant le plus d'expérience et le plus d'empathie, vigilance de la part des militants souhaitant conserver la démocratie interne et la vision horizontale de la structure, constitution de commissions internes, élaboration de chartes, etc. ; à chaque assemblée, aurait pu correspondre, selon ses affinités, ses méthodes de travail et sa sociologie spécifique, son (ses) garde-fou(s). Mais de manière plus générale, les assemblées ont souffert de leur incapacité à conserver « *la dialectique de la reconnaissance de l'Autre – processus lent et fastidieux – qui se remplaça par le processus plus simple et rapide consistant en l'obtention de l'unification par la suppression du différent* » ¹⁶. Car si l'horizontalisme suppose l'écoute et la prise en compte de chacun, c'est bien dans l'optique de satisfaire ce chacun et pas d'arriver à un consensus mou et minimal. Les assemblées supposaient une constante discussion et une remise en question de leurs bases, modalités d'actions, objectifs et propositions car, et pour reprendre une nouvelle fois les mots d'Ezequiel Adamovsky répondant à ceux objectant le manque de projet politique des assemblées :

« *Le “programme” d'une assemblée – s'il on peut l'appeler ainsi – consiste en la multiplication d'espaces assembléistes, c'est-à-dire la création d'un monde à son image et ressemblance : horizontal, multiple, ouvert et libre (c'est-à-dire autonome). Pour cela, et à la différence de la conception instrumentaliste de la politique propre à la vieille gauche – qui génère une dissociation entre les moyens (hiérarchiques et autoritaires) et ses fins (égalité et liberté) – dans la politique assembléiste, les moyens et les fins coïncident. Autrement dit, les assemblées préfigurent ou anticipent le monde qu'elles veulent.* ¹⁷ »

15. La question du « militant honnête » qui va pour nous de pair avec une certaine critique du militantisme est sans doute à fouiller, mais là n'est pas le but du présent travail.

16. Ezequiel Adamovsky, *El Movimiento asambleario en Argentina : balance de una experiencia*.

17. Ezequiel Adamovsky, *opus cité*.

D'autant qu'elles agissent à partir d'un territoire qu'elles peuvent parfois parvenir à libérer et autogérer comme dans le cas récent de la Commune de l'État de Oaxaca, au Mexique.

Une forme de révolution permanente donc.

L'exemple des assemblées argentines est donc typique. Là où les partis politiques, d'extrême gauche, trotskistes pour la plupart, se sont introduits, ils n'ont pu résister à la tentation de détruire ce qu'ils ne pouvaient contrôler.

« Dans le processus auquel j'ai pu assister, dans le groupe de jeunes que nous avons monté, l'analyse a été la suivante : il y avait 350 voisins dans l'assemblée et les partis de gauche disaient "on a le quartier", un quartier de 50 ou 60 000 personnes. Nous, on disait qu'on n'avait rien. L'idée était donc de monter un groupe de voisins et de tenir la ligne de l'assemblée. On sentait qu'on allait à la rupture, du fait de discussions politiques théoriques, totalement coupées d'une quelconque pratique dans le quartier. Ils ne laissaient personne parler des problèmes du quartier. Quand un voisin venait et disait qu'il fallait arranger le puits de telle rue, la gauche le sortait en disant que ce n'était pas de la politique. Moi je leur disais : "mais vous, compagnons, quand vous allez dans un quartier et que vous mettez en place un groupe social, de militance pique-tera, quels problèmes ont les gens ? Ceux du quartier : la faim. Oui, mais ici, les gens ont un travail et ils ont à manger, leur problème c'est la rue. Leur problème, c'est la lumière. Alors pourquoi vous acceptez que selon les quartiers on vous parle du manque d'eau ou de la faim, et pas dans ce quartier ?". Dans mon quartier, c'est une autre classe, tu ne peux pas prétendre qu'ils aient faim ou soif, parce que ce n'est pas vrai. Ils vont te demander de mettre une lumière au coin de la rue, d'arranger cette rue, de peindre la place, parce que c'est leur nécessité. On parle de classe moyenne, qu'est-ce que tu veux qu'ils te demandent ? Pour moi c'était logique, mais pour le dogmatisme et le sectarisme de la gauche, ce n'était pas logique. Le groupe qu'on avait réussi à former, et qui était constitué de 25 à 30 jeunes mecs a laissé rentrer les partis. À un moment, on s'était dit que non, que les gens qui venaient de partis de gauche, n'avaient rien à faire dans l'assemblée. Mais ceux qui étaient de la gauche non électorale avaient une position très similaire à celle de la gauche électorale. La décision a donc été : "qu'ils viennent tous et on va tous travailler ensemble". La position de quelques-uns très minoritaires était de dire : "on n'a personne dans les assemblées depuis des mois", parce que le processus de destruction des assemblées était déjà avancé, le projet assembléiste se démantelait, se cassait la gueule. Donc ils disaient "on n'a rien, on ne peut pas discuter de conneries toute la

journee devant les voisins". Et pour faire de la politique, il y avait des assemblées extraordinaires. On ne parlait pas de politique dans les assemblées, dans les assemblées, on discutait de conneries. Et c'est tout ¹⁸. »

Passant de lieux d'expression cathartique et de réelle construction d'une alternative à celui de tribune politique d'embrigadement, les assemblées ont peu à peu vu se vider leurs réunions, les gens comprirent que le même scénario de la manipulation et des intérêts politiques se reproduisaient sous leurs yeux. Mais, sentant confusément cette nouvelle tendance, ils ne purent rien faire par manque d'habitude ou manque de courage. La répétition des mêmes hiérarchies, mots d'ordres et propositions (malgré le camouflage révolutionnaire des partis de gauche) n'a fait que rabrouer les velléités des individus les moins fermes sur leur base alors que le fondement même des assemblées se voulait être l'idée de rendre la parole et rencontrer l'autre ¹⁹. Là, éclate dans toute sa splendeur « [la prise] *en compte* [de] *l'asymétrie des ressources militantes, génératrices d'exclusion, d'une rupture de l'égalité dans la participation à la décision, d'une domination notamment entre les anciens et les nouveaux* » ²⁰.

Mais si, nous le répétons, la vision horizontale semble avoir les qualités de ses défauts, elle a l'immense avantage de reposer à ses acteurs un ensemble de problématiques, de l'avant-garde au conseilisme, devant tout simplement permettre de dépasser les chapelles spécifiques et de repenser une utopie en dehors de l'État ; État qui, selon le mot de Jean-François Varlet, est incompatible avec l'idée de révolution.

18. Interview du motoquero Luciano par nos soins, le 1^{er} août 2004.

19. Il est d'ailleurs assez confondant et révélateur de constater plus de trente ans après, la même incapacité méthodologique des courants marxistes-léninistes à faire œuvre anthropologique en adaptant leur discours *hic et nunc* à la réalité à laquelle ils se confrontent. Nous en voulons pour preuve cette analyse de Louis Mercier-Vega à propos de la *guérilla* (précisément latino-américaine) dans le jeu politique : « *Le schéma de l'État – instrument de l'oligarchie, elle-même complice et associée de l'impérialisme nord-américain –, peut plaire aux états-majors intellectuels visant la conquête du pouvoir. Il est commode pour la propagande et l'effort de rassemblement de tous les courants de mécontentement. Il est cependant inutilisable dans la vie politique et sociale de chaque jour, et quand les facteurs qui déterminent les comportements des diverses couches de population jouent naturellement en marge, et souvent à l'opposé des idéologies.* », *Technique du Contre-État*, p. 107.

20. Hélène Pernot dans « Des thématiques marxistes, un esprit libertaire. L'exemple de Sud-PTT, *ContreTemps*, n° 6.

Maintenant ou jamais



POSTFACE

LE GOUVERNEMENT TRANSITOIRE du baron mafieux péroniste Eduardo Duhalde, qui arrive au pouvoir dans l'après-décembre 2001, va faire long feu. La violente répression qu'il va déclencher contre le mouvement social et qui se solde par l'exécution planifiée de deux jeunes militants *piqueteros* radicaux, Darío Santillán et Maximiliano Kosteki, le 26 juin 2002, lors d'une manifestation sur le pont d'Avellaneda (reliant Buenos Aires à Avellaneda, sa banlieue), va provoquer une telle poussée de fièvre sociale que Duhalde se verra contraint de programmer des élections présidentielles plus rapidement que prévu. Dans un pays où le vote est obligatoire, les Argentins se retrouvent donc à choisir entre l'ancien président Carlos Menem¹ et le favori de Duhalde, Nestor Kirchner – péroniste de gauche – et ancien gouverneur de la province de Santa Cruz, en Patagonie. Après l'abandon du premier, c'est avec une légitimité de 22 % des voix que Kirchner accède à la présidence de la République argentine pour quatre ans, en mai 2003.

1. Dont la campagne télévisuelle aurait été à hurler de rire, si le personnage n'était aussi sinistre.

Une situation économique et sociale inchangée (ou si peu...)

Au troisième trimestre 2006, pour les 28 agglomérations étudiées de manière permanente par l'Indec ², le taux de chômage se montait officiellement à 10,2 % de la population active totale et le taux de sous-occupation à 11,1 %. Ils sont respectivement de 8,7 et 10,8 % au 4^e trimestre 2006 et de 7,8 et 9,2 % au 3^e trimestre 2008. Le taux officiel de « pauvres » est toujours aussi édifiant puisqu'au 1^{er} semestre 2006, sur une population de plus de 36 millions d'habitants, 23,1 % des foyers et 31,4 % des personnes vivaient sous le seuil de pauvreté (soit près de 11 millions de personnes) dont 8 % des foyers et 11,2 % des individus sous le seuil d'indigence (soit près de 4 millions de personnes). Pour le 2^e semestre 2006, ce serait 40,5 % des mineurs de 14 ans qui vivraient sous le seuil de pauvreté, dont 14,3 % seraient indigents (pour 31 agglomérations étudiées) ³. Ce seuil d'indigence est défini par l'Indec comme étant celui en dessous duquel un foyer ne peut compter sur un panier d'aliments satisfaisant aux nécessités énergétiques et protéiques minimum. Tout aussi édifiante est l'évolution de ces chiffres puisqu'au 1^{er} semestre 2007 ⁴, l'Indec ne comptabilise plus que 15,6 % des foyers et 21,8 % des personnes sous le seuil de pauvreté, et 6 % de foyers et 8,2 % de personnes sous le seuil d'indigence. Les chiffres sont respectivement de 11 et 15 % pour le seuil de pauvreté et 3,5 et 4,5 % pour le seuil d'indigence au 2^e trimestre 2008. Au 1^{er} semestre 2008, ces chiffres étaient respectivement de 12 et 18 % pour le seuil de pauvreté et de 3 et 5 % pour le seuil d'indigence : la crise d'octobre 2008 n'a eu aucune incidence sur l'économie argentine et nous nous en réjouissons ⁵.

Nous citons ces chiffres, afin de donner une idée des taux officiels reconnus par le gouvernement. Chiffres d'autant plus officiels que

2. Sources Indec, site : <http://www.indec.mecon.gov.ar/>

3. Relevés effectués sur le site internet de l'Indec en avril 2008.

4. Chiffres relevés en avril 2008.

5. Chiffres relevés en juillet 2009.

l'Indec a fait l'objet d'une reprise en main par le ministre du Commerce intérieur, Guillermo Moreno qui, sur ordre de Nestor Kirchner, débarqua avec son équipe à la tête de l'Institut en janvier 2007. Nous ne voulons pas insinuer par là que les chiffres publiés auparavant par l'Indec étaient plus fiables, simplement il nous semble, et notre opinion serait largement partagée (notamment chez les économistes argentins, voire même au sein du FMI), que depuis cette intervention, les statisticiens de l'Indec versent dans le « grand-guignol ». Durant l'hiver argentin 2007, les chiffres de l'inflation publiés par l'institut ont fait l'objet d'une violente polémique relayée par un grand nombre de médias, y compris par les travailleurs de la section ATE-CTA de l'institut qui ont interpellé leur direction sur ce point ⁶. Or, nier l'existence d'une telle réalité économique et sociale à quelques semaines de l'annonce officielle de la candidature de Cristina Fernández de Kirchner à la présidence de la République ne nous semble pas avoir été une manœuvre complètement désintéressée. Indépendamment de cela, les prévisions données par l'Observatoire des Amériques pour les années 2007 et 2008 en terme d'inflation sont respectivement de 8,8 et 9,0 % ⁷.

Nous ne pouvons nous empêcher de croiser les chiffres cités ci-dessus avec l'idée qu'en mai 2002, le pourcentage de personnes occupées rencontrant tous types de problèmes au travail (dont la sous-occupation, les salaires inférieurs à 200 pesos par mois, la coupure dans leurs activités...) s'élevait à 56,9 % de la population ⁸.

« Il suffit de penser que sur les dix premiers mois du gouvernement Kirchner, 475 000 postes de travail ont été créés grâce à une croissance

6. Notons ainsi l'affirmation de l'Indec selon laquelle les prix dans le secteur du tourisme avaient simplement diminué dans l'année, alors qu'il semblerait que, notamment dans l'hôtellerie, le taux d'inflation ait été en moyenne de plus de 5 % par mois en 2007. Par ailleurs, la méfiance vis-à-vis de tels instituts n'est pas circonscrite à l'Argentine, puisque, pour mémoire, en France, il aura fallu attendre la création d'un groupe constitué d'associations et de syndicats, les Autres chiffres du chômage (ACDC) pour qu'enfin soit largement médiatisé – ce qui était connu des militants – le fait que sur les huit catégories de chômeurs, seule la première était prise en compte et médiatisée par l'administration du ministre de l'époque, Jean-Louis Borloo.

7. Bilan de l'année 2007 dans les Amériques et dossiers à suivre en 2008, p. 3. Accessible sur le site (en français) www.ameriques.uqam.ca

8. Information relevée dans *El balance de la economía argentina. Un enfoque regional. Novena edición*, Indec.

économique de 8,7 %. Si on projette ces chiffres sur les dix prochaines années, en supposant que l'économie continue de croître à ce rythme, on résoudrait le problème du chômage en dix ans. Mais comme chaque année près de 300 000 jeunes intègrent pour la première fois le marché du travail, nous aurions de nouveau entre 2 et 3 millions de travailleurs occupés et sous-occupés et ce, sans même prendre en compte le fait que si de nouveaux emplois se créent, d'autres se détruisent. ⁹ »

Et sans compter que le fait d'avoir un travail ne résout en rien les problèmes de pauvreté comme l'attestent par exemple les 80 % de professeurs d'Université vivant en 2004 en Argentine largement en dessous du fatidique seuil (qui tournait autour des 800 pesos mensuels) ; que le niveau général des prix à la consommation atteignait un indice de 183,56 en octobre 2006 pour une base de 100 en 1999 ; ni sur le fait que la croissance est désormais marquée par une baisse significative, passant de 8,7 % en 2007 à 6,5 % en 2008, elle est pour le moment de 1,5 % en 2009. Le taux d'inflation semble, lui, avoir diminué et être passé de 8,8 % en 2007 à 6,7 % en 2009.

Cependant, selon certains établissements bancaires, l'Argentine serait le pays latino-américain le plus touché par la crise en 2009 ¹⁰.

Quant aux jeunes, leur situation est encore plus catastrophique, comme le démontre une radiographie établie par le sociologue Artemio López, intitulée *Juventud, ¿divino tesoro?* (jeunesse, divin trésor ?) sortie en janvier 2006. L'enquête établissait à 27 % le taux des adolescents et des jeunes sans emploi : 830 000 jeunes de 24 ans seraient à la recherche d'un emploi sans en trouver. Pour les 18-20 ans, le chiffre du chômage grimperait entre 35 et 40 %. Au bout du compte, c'est presque la moitié des jeunes de 14 à 24 ans (55 % pour les 14-19 ans et 40 % pour 19-24 ans) qui vivraient sous le seuil de la pauvreté dont 17 % sous le seuil d'indigence. Ceux qui travaillent sont 70 % à travailler au noir, avec un salaire moyen mensuel ne dépassant pas les 300 pesos. Au final, ce sont 3,5 millions de jeunes qui vivraient dans des foyers pauvres et 1,3 million seraient indigents. À

9. Eduardo Lucita, économiste membre d'EDI, bulletin n° 1 de la campagne pour les six heures de travail. Archives personnelles.

10. Cité par Pierre Boisson dans son article « La politique de Cristina Kirchner : une réponse populiste à la crise financière mondiale ? », www.politiquessociales.net/

cela, il faut ajouter que 550 000 jeunes de 14 à 18 ans ont déserté l'école secondaire. Pourtant, et comme le précise la radiographie de López, l'Argentine a connu deux années de croissance soutenue à 9 %, et les récents chiffres publiés par la Commission économique pour l'Amérique latine et la Caraïbe (CEPALC) affichent pour l'Argentine une progression de l'emploi formel de 49,5 % sur les années 2002-2007 ¹¹.

Au début des années 2000, l'Argentine voyait mourir de faim 100 personnes chaque jour... soit un génocide chaque année, sans qu'aucune dictature militaire ne soit au pouvoir. Qu'en est-il vraiment aujourd'hui ? La situation ne semble pas avoir beaucoup progressé s'il on en croit certaines sources peu suspectes d'être inféodées au pouvoir ¹².

Dans ces conditions, nul doute que les pratiques alternatives et les diverses utopies ont de l'avenir devant elles. Reste à savoir si l'obtention d'un emploi est bel et bien une utopie. Surtout dans un pays où l'on estime que plus des deux tiers des travailleurs sont précarisés par des contrats temporaires et des salaires en conséquence. Toutes situations qui, pour Nestor Piccone, sont « *plus proches du chômage et de l'exclusion que du travail* » ¹³, d'autant que, de manière générale, les Argentins n'ont pas tant besoin d'argent que de pouvoir se nourrir.

Des changements politiques majeurs ?

Après quelques mesures symboliques et cathartiques allant dans le sens de certaines forces sociales – dont les Mères de la place de Mai et les HIJOS – en assainissant (très légèrement) la police, la justice et l'armée de ses effectifs les plus réactionnaires, le spectacle politique va rapidement reprendre le dessus et la déférence aux institutions internationales redevenir la norme. L'Argentine subit donc de nouveau une

11. Bilan de l'année 2007 dans les Amériques et dossiers à suivre en 2008, p. 3.

12. *Detrás de las cifras*, de Néstor Sappietro du 15 avril 2008 sur le site Indymedia argentina.

13. Interview de Nestor Piccone, journaliste et secrétaire de commission à la CTA, *En la Calle*, n° 5.

phase d'impuissance répressive la conduisant à s'attaquer aux mouvements sociaux tout en lançant des signes de complaisance à l'égard du FMI et des crédateurs d'une dette se montant à 35 261 millions de dollars¹⁴. Cependant, et malgré les très relatives avancées sociales et économiques, le gouvernement de Nestor Kirchner a réussi le double tour de force de « *dé légitimer le mouvement piquetero et d'enlever tout sens social aux assemblées de quartier* »¹⁵, tout en ralliant à son panache blanc un certain nombre de personnalités¹⁶ et de mouvements sociaux – dans la perspective de gagner l'élection présidentielle d'octobre 2007 que finalement, son épouse Cristina remporta, au terme de la « *campagne politique la plus insipide de ces dernières décennies* »¹⁷. Cette capacité à remporter l'adhésion de mouvements plutôt opposés aux gouvernements, Kirchner la doit en partie au fait que

*« ce sont des groupes qui, pour la première fois [ont reçu] l'appui, le soutien et la reconnaissance d'un gouvernement [les autres ayant été de toute manière stigmatisés par le pouvoir]. Ce n'est pas facile pour qui a travaillé trente ans sans être écouté. Surtout parce que Kirchner a demandé pardon au nom de l'État argentin. Mais toutes ces luttes qui mettent le modèle politique de domination actuelle et les violations des droits humains à l'épreuve, se sont retrouvées désemparées »*¹⁸.

Mieux, « *les nouvelles institutions, nées en 2003, tentent de répondre à certaines problématiques soulevées par la crise de 2001* », explique pour sa part Mario Santucho, du collectif Situaciones, observateur depuis de nombreuses années des mouvements sociaux argentins. Les portes de l'État se sont donc ouvertes aux acteurs de la société civile.

14. Cité dans *Clarín* du 25 avril 2005, <http://www.clarin.com/diario/2005/04/25/elpais/p-00603.htm>

15. Cité dans *El gobierno de Kirchner y las empresas recuperadas. Balance de una ambivalencia*, par Leandro Rodríguez.

16. Ralliements, dont les plus symboliques furent sans doute ceux de Hebe de Bonafini, présidente de l'association des Mères de la place de Mai qui, au début de l'année 2006, considérait ne plus avoir d'ennemi au Palais présidentiel et celui de la « Negra » Sosa, figure historique de la gauche péroniste (et au-delà), de la résistance à la dictature et chanteuse idolâtrée... Par ailleurs, il est à noter que les différentes branches de ces structures ne suivent pas forcément la ligne politique générale : il en est ainsi du groupe des Mères ou des HIJOS de La Plata ou de Neuquén, par exemple.

17. Maristella Svampa dans son article « *Días extraños* ».

18. Maristella Svampa, « *Les fissures du modèle se voient d'abord dans les provinces* ».

POSTFACE

« Si le cas le plus visible est bien sûr celui de la politique des droits humains, c'est également vrai dans le domaine de l'action sociale. Dans d'autres secteurs, en revanche, le gouvernement a simplement coopté des dirigeants en leur offrant des postes.

« L'un des mouvements les plus emblématiques de la crise argentine, celui des piqueteros, s'est retrouvé complètement désarticulé. Alors qu'une partie des dirigeants des groupements de chômeurs se revendique aujourd'hui "la colonne vertébrale du Mouvement national" qui mène campagne en faveur de la réélection de Kirchner à la fin de l'année, le secteur plus combatif s'est retrouvé isolé et sans force militante.

« En distribuant des programmes d'assistance, même misérables, Nestor Kirchner et Eduardo Duhalde ont éteint la mèche de la bombe à retardement que représentaient les millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté, sans ressources ni perspectives. ¹⁹ »

Pour sa part, Maristella Svampa analyse ainsi la captation des mouvements *piqueteros* :

« Dans un premier temps, afin de contrôler les organisations piqueteras, le gouvernement national n'a pas hésité à alimenter la stigmatisation de la contestation, opposant les manifestations de rue à la "normalité institutionnelle" et impulsant ainsi l'image d'une démocratie supposément "harcelée" par les chômeurs. [...] la campagne d'invectives et de dépréciation verbale atteint des sommets. Comme lors des précédentes décennies, les visions manichéennes et dépréciatrices gagnèrent le langage journalistique, en réduisant l'expérience piquetera à une simple méthodologie de lutte "illégal" (le piquet), de la même manière que ce sont multipliées les attaques contre les organisations accusées

19. Andrea Marra, dans l'article « Comment Kirchner a "pacifié" le conflit social argentin ».

20. D'autant qu'avec la création des plans *Jefe y Jefas*, d'Emergencia comunitaria et des Barrios bonoarense, provenant tous de fonds de la BID (Banque interaméricaine pour le développement) et qui sont passés de 200 000 en 1997 à 1,3 million en octobre 2002, et 1,76 million à l'hiver 2004, les *piqueteros* sont passés, dans l'imaginaire d'une partie de la population, du statut de résistant à celui de lobbyiste, voire de privilégiés... Or, le plus important de ces plans, le *Jefe y Jefa*, octroie pour le ou la chef de famille ayant un enfant à charge de moins de 18 ans entre 150 et 350 pesos – la barre s'est stabilisée à 150 et à titre individuel. Le nom même de ce plan tente d'opérer une hiérarchisation au sein du couple qui ne touchera jamais deux fois cette allocation. Alors que chaque demandeur ou demandeuse doit se faire recenser au ministère afin de recevoir cet argent, le versement du plan est automatique pour tout membre d'un mouvement *piquetero*. Victoire issue de hautes luttes, il n'en demeure pas moins que (pour Maristella Svampa) seuls 10 % des plans sont directement gérés par les organisations *piqueteras*, alors que 90 % le sont par les mairies – péronistes pour la plupart... – et, surtout que 150 pesos sont bien insuffisants quand la Canasta básica (panier de base) argentine était fixée par l'Indec à 281,34 pesos par mois en octobre 2006.

*d'assistencialisme*²⁰ (dépendance de l'État via les plans sociaux) et de nouveau clientélisme de gauche. Il n'est dès lors pas étonnant que cette campagne ait réussi à installer un dangereux et largement partagé sentiment de rejet des organisations piqueteras qui apparaissent dès lors définies à la fois comme un "problème" et comme une "menace" dans le supposé processus de récupération sociale.²¹ »

Dans un deuxième temps et bien que le gouvernement ait pu annoncer quelques engagements forts – sur les poursuites pénales notamment –,

*« la tendance à la criminalisation des demandes piqueteras prit une forte impulsion. Ainsi, ces derniers temps, en liaison avec le pouvoir politique, les juges commencèrent à faire leur métier en engageant des poursuites contre les militants ou en sollicitant des enquêtes et des suivis sur les modalités organisationnelles et le financement de certains groupes piqueteros »*²².

Par ailleurs, il faut noter que la reprise économique aidant, les classes moyennes et la petite bourgeoisie se désolidarisèrent progressivement du mouvement *piquetero*.

Parallèlement et malgré toutes ses gesticulations autour du combat des années 1970 qu'il faisait sien d'un point de vue rhétorique, Nestor Kirchner n'a pas été capable de s'attaquer aux problèmes sociaux de fond, pas plus qu'il ne put résoudre le problème d'une structure étatique dont les arcanes sont restées à l'identique depuis le temps de la junte... L'exemple de la disparition de Jorge Julio López²³ en est tragiquement symptomatique. Maçon de profession, ancien membre des *Montoneros* et ancien prisonnier de la junte, le témoignage de López était central dans le procès intenté contre le policier et ancien tortionnaire Miguel Etchecolazt. En plein procès, l'ancien *muchacho* disparaît le 18 septembre 2006. La nouvelle a de quoi inquiéter les Argentins car elle constitue la quintessence d'un climat politique d'une lourdeur certaine. Depuis la très symbolique date du 24 mars 2006²⁴, une véritable campagne de déstabilisation

21. *El devenir de las organizaciones piqueteras en Argentina.*

22. *Ibid.*

23. Ou de la récente mort du professeur Carlos Fuentealba (dans la province de Neuquen), tué lors d'un piquet de route par un policier, à bout portant.

24. Trentième « anniversaire » du dernier coup d'État argentin.

menée à l'encontre des organisations luttant pour la mémoire et/ou le jugement des anciens tortionnaires a été lancée par ce qui ressemble fortement à une vaste nébuleuse d'extrême droite : autant l'Association des ex-détenus disparus, qu'HIJOS ou les Mères et Grands-Mères de la place de Mai ont subi pressions et menaces (y compris de mort), attaques virtuelles (site des *Abuelas* attaqué par des hackers) et directes dans plusieurs points du pays ; le siège du SERPAJ (service paix et justice) a été visé ; les procureurs et juges impliqués dans des procès eurent également leur lot de pressions diverses... Puis, quelques jours après la disparition de Jorge Julio López, l'ancien dictateur Reynaldo Bignone posta (en octobre) une lettre sur le site des *Argentinos por la memoria completa*, dans laquelle il appelait sans ambiguïté la jeunesse argentine à « [terminer] *ce que nous ne sûmes ni pûmes terminer.* »²⁵ À l'occasion de discours prononcés le 29 décembre 2006 et le 1^{er} mars 2007, Kirchner aura beau s'être attaqué ouvertement à la « chaîne d'impunité » et aux « groupes para-militaires et para-policiers »²⁶ sévissant en Argentine, cela n'aura pas vraiment été suivi d'effet. Si un certain nombre d'activistes peuvent demander l'ouverture des archives (notamment de la SIDE), concernant cette période, Kirchner s'est toujours refusé à le faire, pas plus qu'il ne chercha à mettre hors d'état de nuire les fameux réseaux et groupes paramilitaires dénoncés par lui²⁷. À ce jour, le nom de Jorge Julio López vient s'ajouter à la longue liste des disparus, trente ans après les faits.

Incapacité de cette gauche social-démocrate ayant définitivement prouvé sa « *consubstantialité avec la trahison* »²⁸ et qui laboure le terrain pour le retour de la droite traditionnelle et réactionnaire dans l'ensemble du sous-continent.

25. Cité sur le site <http://desaparecidos.org> dans l'article Bignone : « *Hay que terminar con el Nüremberg argentino* ».

26. *Semana de lucha - A seis meses de la desaparición de Julio López*, reportage de 2007 du Grupo Alavio, accessible sur le site www.agorativ.ar

27. Il trouva d'ailleurs un soutien de poids dans l'intervention de Hebe de Bonafini, qui considéra que la disparition de López avait simplement pour but la déstabilisation du gouvernement et qu'il fallait donc faire bloc autour de lui.

28. Nous empruntons l'expression à Éric Hazan.

« Citons à grands traits : la conversion des pays du Mercosur en “république du soja” avec une production supérieure aux 100 millions de tonnes ; l’alliance croissante des gouvernements d’Uruguay et du Brésil avec les États-Unis pour avancer vers la libéralisation commerciale ; l’option pour l’éthanol et la monoculture de canne à sucre prise par Luiz Inacio Lula da Silva qui approfondira le caractère sous-impérialiste de son pays. Ce sont quelques-uns des principaux éléments qui sont en train de préparer le terrain pour le retour ou le repositionnement des droites dans le cône Sud, puisque l’approfondissement du modèle néo-libéral ne fait rien de plus que leur insuffler de la force politique et sociale. ²⁹ »

À cela il faut donc rajouter la répression des mouvements sociaux, la militarisation des quartiers populaires, l’adoption récente de lois anti-terroristes ou les pratiques assistencialistes éloignant chaque fois un peu plus les partis dits « de gauche » (et assumant le pouvoir) de leurs bases. Le cas français en est typique et semble devoir être un bon exemple de ce qui est en train de se dérouler aujourd’hui dans le sous-continent :

« Tout indique que le temps des changements de fond est derrière nous, dans ce qui peut être considéré comme une occasion perdue. ³⁰ »

Cependant, la crise et la dénonciation tous azimuts des méfaits du néo-libéralisme peuvent encore une fois changer la donne.

Pourtant, la délégitimation du mouvement *piquetero* et la répression des mouvements sociaux ne signifient aucunement leur disparition, au contraire. Sans doute ne faut-il pas confondre reflux médiatique et reflux concret des luttes quelles qu’elles soient. Du point de vue *piquetero*, un certain nombre de groupes combattifs et ouverts sur l’international se sont créés, tels que le *Frente popular Darío Santillán* (FPDS) ou le *Frente de organizaciones de base* (FOB) ³¹... Autant de structures qui,

« au-delà de leurs différences idéologiques les séparant, ont cherché à ne pas tomber dans le piège du positionnement simplificateur vers lequel les poussait une

29. Raúl Zibechi, *Le Retour résistible des droites en Amérique du sud*.

30. *Ibid.*

31. Si ce dernier groupe est clairement partie prenante du mouvement libertaire en tant que tel, beaucoup d’autres organisations *piqueteras* bénéficient toujours du concours de militants libertaires et/ou anarchistes en leur sein. À ce titre, un rapide tour sur le site <http://anarquia.org.ar/> par exemple permet de constater une certaine bonne santé de l’anarchisme en Argentine (cf. section *Enlaces globales*). Sites du FOB : <http://prensafoab.blogspot.com> et du FPDS : <http://www.frentedariosantillan.org/1/>

fois de plus la productivité historique du péronisme. Ainsi, sans renoncer à la mobilisation ni à la production de nouvelles stratégies d'action, elles privilégièrent la temporalité d'une problématique de quartier, préoccupées par la création d'espaces de formation politique et de sphères de production de nouvelles relations sociales (le "nouveau pouvoir", le "pouvoir populaire" ou le "contre-pouvoir", selon les différentes formulations) plutôt qu'un inégal combat contre un gouvernement renforcé par l'opinion publique »³².

Après dix ans d'existence pour certaines de ces organisations, il n'est plus là question de zones de replis telles que pouvait les définir Zibechi, mais bien, à notre sens, de zones d'autonomie prolongées. Par ailleurs, certains secteurs sociaux se portent on ne peut mieux, notamment celui des médias alternatifs, délivrant une véritable information, souvent accompagnée d'analyses « professionnelles » et réactualisées quasiment quotidiennement pour nombre d'entre eux³³. Syndicalement, il est à noter que les dernières années de forte croissance ont permis à certains secteurs de se mobiliser autour de revendications salariales mais, surtout, que les luttes anti-bureaucratiques vont toujours bon train. À ce titre, il faut noter la tentative récemment avortée de construction d'un courant syndical transversal, regroupant les syndicalistes se voulant classistes : le Mouvement intersyndical classiste (MIC) dont on peut espérer que l'expérience servira à une prochaine structure³⁴. Cependant, force est de constater d'ailleurs

32. Maristella Svampa, *idem*.

33 Citons par exemple AnRed, Indymedia Argentine, Lavaca, Prensa de Frente, Agencia Walsh, Agora TV, ainsi que la RNMA (*Red nacional de los medios alternativos*)... Contrairement aux sites mentionnés dans la note précédente, une simple recherche sur un moteur de recherche suffit à trouver les médias cités ci-dessus.

34. En grande partie constitué des anciens participants à la campagne des six heures lancée en 2004 (également rapidement avortée), le MIC fut fondé à l'issue de deux rencontres, en août et décembre 2005. Prônant la démocratie et le classisme ouvrier, le MIC se voulait l'héritier direct du syndicalisme de base des années 1970, notamment par l'hommage rendu aux leaders syndicaux, Agustín Tosco de Luz y Fuerza et José Páez de SITRAC-SITRAM. Lors des élections internes à la Confédération des travailleurs argentins (CTA) de la fin de l'année 2006, et malgré une campagne improvisée et une fraude électorale si forte que la province de La Rioja dut annuler les élections, le MIC devint majoritaire dans les villes de Bahía Blanca et Cañuelas et obtint de très bons résultats dans celles de Lomas de Zamora, Rosario ou La Plata – et ce, souvent en opposition avec la Liste 3, constituée essentiellement des partis trotskistes PO et PTS qui passèrent leur campagne à dénigrer le MIC, et dont il faut préciser que l'un des actuels dirigeants se présenta sur la liste de la « bureaucratie », autre signe de l'impréparation de cette échéance électorale. Mais cette victoire électorale ne put masquer bien longtemps les travers d'une structure qui décida de s'autodissoudre en octobre 2008.

que les derniers mouvements revêtant un caractère nettement anti-bureaucratique, à savoir ceux des travailleurs de FATE, de la ligne 60, ou du métro de Buenos Aires ne se sont pas inscrits dans le cadre du MIC. Toujours dans le domaine syndical, notons la création à la fin de l'année 2007 de l'*Asociación nacional de trabajadores autogestionados* (ANTA), syndicat (semblant émaner et être) rattaché à la CTA, regroupant aux alentours de 80 coopératives issues de divers secteurs de l'économie et se proposant notamment de lutter en faveur d'une loi d'expropriation, d'un fonds de reconversion technologique, ainsi que pour le développement de projets environnementaux ou éducatifs... qui vient grossir les rangs des structures telles que le MNERT ou le FACTA, mais se voulant plus spécifiquement un outil syndical à disposition des travailleurs de ses entreprises.

Si l'on ajoute à ces dernières expériences citées, une réelle présence des mouvements indigénistes, féministes, culturels, locaux ou encore l'apparition de revendications écologiques fortes ³⁵, il semblerait bien que le pays ne soit pas prêt de sortir d'un cycle d'agitation et de contestation dont le principal défi réside à notre sens dans l'articulation et la construction d'une plate-forme revendicative à même d'insuffler dans l'imaginaire populaire une « méta-mythologie » capable de se propager tel un virus afin de s'incarner dans la réalité. Mais pour cela encore faudra-t-il rompre définitivement avec l'illusion partisane et ne plus penser la société qu'en dehors de l'État – États qui de Pékin à Buenos Aires en passant par Paris ont, pour reprendre le mot de Giorgio Agamben, déclaré une « guerre civile légale » au « populaire ».

Dans cette perspective, nous ne pouvons que nous féliciter qu'au cours du dernier semestre, plus de vingt nouvelles entreprises aient été récupérées et autogérées par leurs travailleurs, nouvelle preuve, s'il en fallait, de la pugnacité du peuple argentin.

Quelque part dans l'Hexagone,
25 août 2009.

35. Dont la grande lutte argentino-uruguayenne contre les multinationales ENTE et Botnia contre la construction d'usines de cellulose sur la rive orientale du río Uruguay est un bel exemple.



CHRONOLOGIE

des présidents, des régimes et de (quelques) événements marquants de l'histoire argentine

- 5 mai 1810 : Indépendance vis-à-vis de la monarchie espagnole.
- 1829-1852 : État totalitaire de Juan Manuel de Rosas. Il est défait par d'anciens alliés à la bataille de Monte Caseros le 3 février 1852.
- 1852-1860 : Justo José de Urquiza devient le premier président constitutionnel de la République. En 1853 s'établit la Constitution de la République argentine inspirée des idées de Juan Bautista Alberdi.
- 1860-1861 : Santiago Derqui lui succède.
- 1862-1868 : Bartolomé Mitre.
- 1868-1874 : Domingo Faustino Sarmiento.
- 1874-1880 : Nicolás Avellaneda.
- 1880-1886 : Julio Argentino Roca, fondateur du parti autonomiste national (PAN) ; son nom reste attaché à la pacification du désert et au massacre des Indiens araucans.
- 1886-1890 : Miguel Juárez Celman remplace Roca, mais ne va pas terminer son mandat.
- 1890-1892 : Carlos Pellegrini reprend la première magistrature suite à l'abandon de Celman.
- 1892-1895 : Luis Sáenz Peña. Déstabilisé par l'activisme radical, il présente sa démission au Congrès en 1895 qui l'accepte.

- 1895-1898 : José Evaristo Uriburu termine le mandat.
- 1898-1904 : Le tandem Julio A. Roca-Quirno Costa gagne la présidence.
- 1904-1906 : Manuel Quintana meurt deux ans plus tard.
- 1906-1910 : José Figueroa Alcorta reprend et termine le mandat. C'est sous sa présidence que se déroule la Semaine sanglante et c'est sans doute pour cette raison qu'il va chercher des appuis auprès parti radical.
- 1910-1914 : Roque Sáenz Peña instaure la loi n° 8871 portant son nom qui élargit le droit de vote à une grande partie de la population. Pour des raisons de santé, il ne peut terminer son mandat.
- 1914-1916 : Victorino de la Plaza.
- 1916-1922 : Hipólito Yrigoyen remporte les élections. Pour la première fois, un membre de l'Union civique radicale accède à la magistrature suprême. Une branche du syndicalisme révolutionnaire se rapproche de ce pouvoir censé être « populaire ».
- 1922-1928 : Marcelo T. de Alvear emporte l'élection mais est très décrié au sein de son parti, l'UCR.
- 1928-1930 : Yrigoyen revient au pouvoir et commence des réformes menaçantes pour l'oligarchie, dont la nationalisation du pétrole argentin.
- 6 septembre 1930-1932 : Premier coup d'État militaire du XX^e siècle en Argentine, José Felix Uriburu prend la tête de l'État. Il organise des élections libres au début de l'année suivante, mais les annule car le parti radical les remporte. Finalement, c'est son rival militaire Agustín Pedro Justo qui les emporte un an plus tard.
- 1932-1938 : Agustín P. Justo. Début de la décade infâme : fraude massive et trucage des élections.
- 1938 : Le tandem Roberto Ortíz (UCR) et Ramón Castillo « gagne » les élections. Ortíz ne peut assumer son poste jusqu'à la fin de son mandat et c'est le (très) pro-nazi Castillo qui prend sa succession en juillet 1942.
- 4 juin 1943 : Coup d'État des militaires du GOU. Période assez trouble que Juan Domingo Perón met largement à profit pour tisser son réseau et se faire connaître du peuple. Les militaires à l'initiative

CHRONOLOGIE...

du *pronunciamento*, Rawson, Ramírez et Farrell, vont se succéder à la présidence entre 1943 et 1946.

– 1946-1955 : Double présidence de Juan Domingo Perón. Il est élu le 4 juin lors d'élections libres.

– 20 septembre 1955 : Après quelques jours d'affrontements dans tout le pays, le président Perón s'exile au Paraguay.

– 1955-1958 : Le général Lonardi reprend la tête de l'État, mais pour peu de temps. C'est Pedro Eugenio Aramburu qui lui succède de facto en novembre 1955 et qui va rester en poste jusqu'en 1958.

– 1958-1962 : Élection d'Arturo Frondizi (UCR dite intransigeante) que Perón a soutenu en donnant des consignes de vote en sa faveur.

– 29 mars 1962 : Nouveau coup d'État qui destitue Frondizi. Le président du sénat José María Guido assure l'intérim et organise des élections pour l'année suivante.

– 1963-1966 : Arturo Illia, radical antipéroniste (de l'UCR dite populaire.)

– 28 juin 1966-1969 : Nouveau coup d'État : le général Juan Carlos Onganía arrive au pouvoir. Le *Cordobazo* de mai 1969 en termine quasiment avec son régime que ses propres pairs vont achever en lui demandant de démissionner.

– 1970-1971 : Roberto Marcelo Levingston remplace Onganía.

– 1970-1973 : Alejandro Agustín Lanusse occupe à son tour le fauteuil de président. Il va utiliser son pouvoir pour tenter de « calmer » une situation confuse. Il organise des élections libres.

– 25 mai-13 juillet 1973 : Héctor José Cámpora remporte les élections en tant que représentant de Juan Perón. L'homme est de gauche, comme le prouve la présence des présidents chilien et cubain à son intronisation, mais il démissionne afin de laisser sa place à l'ancien président.

– 20 juin 1973 : Retour triomphal de Perón à l'aéroport international d'Ezeira. La fête populaire se transforme en tir au pigeon des militants de gauche par le bloc péroniste d'extrême droite : 13 morts sont relevés, ainsi que des centaines de blessés.

– Juillet-octobre 1973 : Raúl Lastiri assure l'intérim, jusqu'à l'élection présidentielle qui voit le tandem Perón-Perón la remporter haut la main.

– 1^{er} juillet 1974-1976 : mort de Perón. La vice-présidente, sa femme Isabelle Martínez de Perón, aidée par l'éminence grise, López Rega, dit le « Sorcier », enfoncent le pays dans un règne de terreur rivalisant avec l'horreur dictatoriale à venir.

– 24 mars 1976-1983 : Coup d'État des généraux ; Jorge Rafael Videla arrive au pouvoir, puis sera relevé par Robert Eduardo Viola en mars 1981, qui restera en poste jusqu'en décembre (Carlos Lacoste lui succède pour onze jours au mois de décembre), puis par Leopoldo Galtieri de décembre 1981 à juin 1982. L'échec de la guerre des Malouines va obliger les militaires à entamer un processus de démocratisation du pays. Entre juin et juillet, Alfredo Saint-Jean assure l'intérim, puis Reynaldo Bignone jusqu'en décembre 1983, date à laquelle il ne peut faire autrement que d'organiser des élections libres.

– 1983-1989 : Élections libres, Raúl Alfonsín de l'Union civique radicale est élu.

– 1989-1999 : Avec le péroniste Carlos Saul Menem, débute la seconde « deuxième décennie infâme ».

– 1999-2001 : L'alliance politique entre l'UCR et le Frepaso (Front pour un pays solidaire, de centre gauche, créé au milieu des années 1990). Fernando de la Rúa, de l'UCR, devient président.

– 19 et 20 décembre 2001 : *Argentinazo*. L'insurrection ouvre une période d'une dizaine de journées pendant lesquelles trois présidents (Ramón Puerta, Adolfo Sáa, Eduardo Camaño) vont se succéder sans plus de succès. Un gouvernement de transition, le 2 janvier 2002, se met en place avec le péroniste Eduardo Alberto Duhalde... qui se voit obligé de convoquer des élections pour mars 2003.

– 25 mai 2003 : Élections de Nestor Kirchner avec une légitimité de 22 % des voix. Il gouverne jusqu'en 2007.

– 10 décembre 2007- ? : Cristina Fernández de Kirchner.

ANNEXES



ANNEXE 1

Les coopératives en Argentine

CHARLES GIDE l'a exprimé ainsi :

« Le système coopératif n'est pas sorti du cerveau d'un sage ou d'un réformateur, mais des entrailles même du peuple. »

L'histoire du mouvement coopérativiste argentin est à cette image : riche en expériences en tout genre, succès et échecs, détournements et affrontements avec le pouvoir, renoncements et persistances. D'inspiration rochdalienne – du nom de la première coopérative : *Rochdale Society of Equitable Pioneers*, censée avoir lancé le mouvement coopérativiste moderne –, le mouvement argentin coopérativiste est extrêmement important. Nous en voulons pour preuve qu'en 1974, 1 000 villes sur 1 600 électrifiées l'avaient été grâce à l'action des 703 coopératives énergétiques et de service public.

Il est vrai que le mouvement démarre assez tôt dans le mouvement ouvrier organisé, puisque, déjà en 1902, lors du 2^e congrès de la FOA, le congrès vote cette recommandation :

« *Coopératives : Le 2^e congrès considère que les coopératives de production doivent seulement s'accepter comme moyen occasionnel de défense et recommande la création de coopératives de consommation qui puissent s'émanciper des intermédiaires qui nous exploitent et nous empoisonnent.* ¹ »

Mais cet intérêt pour les coopératives ne doit pas être compris comme un intérêt du mouvement anarchiste en tant que tel puisque, dès le 3^e congrès de la FOA – alors même que la minorité socialiste a scissionné d'avec la Fédération –, l'assemblée vote un article se prononçant résolument contre toute coopérative au motif qu'elles renforceraient « *l'esprit d'ambition* » des travailleurs. Notons cependant que cette défiance des anarchistes pour les coopératives ne sera pas une constante comme le prouve le titre de cet ouvrage paru au début des années 1960, *Caractère révolutionnaire du coopérativisme*, coédité par l'Union socialiste libertaire et la banque coopérative Credicoop ².

La première coopérative ouvrière de consommation, de crédit et de logement s'ouvre en 1905. *El Hogar obrero* (le foyer ouvrier) est créé par les (docteurs) socialistes Juan B. Justo et Nicolás Repetto. L'extraction sociale (classe moyenne) et idéologique de ses fondateurs ne pourra pas réconcilier le mouvement ouvrier révolutionnaire et les coopératives – qui pourtant, devraient logiquement confluer vers les mêmes intérêts. La fracture entre les deux va même rapidement s'approfondir puisqu'au plus fort de la grève des *inquilinos* de 1907, alors que les socialistes conspuent cette grève vue comme une grève de consommateurs ³ et proposent la construction de logements décents pour les ouvriers – au travers de coopératives spécifiques – un anarchiste répondra dans le journal *La Protesta* du 4 octobre 1907 :

« *Quelles forces allez-vous monopoliser pour construire ces maisons que vous nous offrez caritativement comme si nous étions des mendiants ? Vos billets de banques ou nos bras ?* ⁴ »

1. Cité par Jacinto Oddone dans *Gremialismo proletario argentino*, p. 95.

2. Dont il faut tout de même relativiser la bonté d'âme et les pratiques démocratiques...

3. On a vu que les socialistes furent depuis l'origine réticents au concept de grève, notamment générale. Quant à l'idée même d'une grève de consommateurs, elle leur paraît totalement ubuesque.

4. Cité par Juan Suriano, *opus cité*, p. 71.

Ainsi, alors que la grève de 1907 était une occasion idéale pour opérer un rapprochement entre les deux pratiques, les tenants respectifs de ces concepts ne purent « que » camper sur leurs positions.

Il n'en reste pas moins qu'une structure comme le *Hogar obrero* va compter jusqu'à 600 000 adhérents en 1976, mettant à la disposition des coopérants des produits d'une qualité exceptionnelle en terme électroménager et d'intérieur... largement supérieurs à la qualité des magasins traditionnels⁵. En 1922, à Rosario, se crée la première fédération de coopératives. Cette même année, la première loi sur les coopératives paraît, alors qu'il n'y en a que 100 dans tout le pays, mais le législateur va être prolige sur le sujet, puisqu'il existe même une loi n°16 583 de 1964 (non appliquée) sur l'enseignement du coopérativisme à l'école. En 1956, naît la première Confédération, avec la Coninagro (Confédération intercoopérative agricole) suivie, en 1962, par la Coopera (Confédération de coopératives de la République argentine). En 1974, les coopérants en Argentine, représentaient 24 % de la population totale de 24 millions d'habitants – sans compter les doubles ou triple appartenances. Pourtant et aussi peu subversives que pouvaient être les coopératives (y compris le *Hogar obrero*), les militaires de la dernière junte et Martínez de Hoz (ministre de l'Économie de 1976 à 1981) y voyaient autant de foyers de subversion communiste. Ils engagent dès lors une bataille coûteuse pour le mouvement. Quelques années auparavant, le pouvoir d'Onganía s'y était déjà attaqué, obligeant les coopératives de crédit à disparaître ou à se regrouper sous forme d'établissements bancaires. Car, dans les années 1960, ce que semblaient craindre les militaires, c'était une situation à la Tchécoslovaquie, où les coopératives ont renversé le pouvoir de Benes pour mettre en place un système socialiste. Les coopératives de crédit argentine se fondèrent donc sous la forme d'un établissement bancaire, la Credicoop, aujourd'hui l'un des plus importants d'Argentine et l'un des principaux financiers des entreprises récupérées.

5. Une partie des informations qui suivent sont issues d'une des conversations que nous avons eues avec José Pinyol.

Nous touchons là une nouvelle limite des simples structures, car si le Credicoop reste par maints égards, militant, il n'en va pas de même pour toutes les coopératives, notamment les coopératives rurales, accaparées par la petite et moyenne bourgeoisie qui, bien que gardant l'appellation de coopératives, n'en ont pour autant pas moins transformé le mode de production pour en faire des entreprises comme les autres, hiérarchisées et inégalitaires.

Pour autant, des formes très intéressantes de coopératives, souvent liées à d'autres revendications que la simple reproduction de la structure, ont crû en Argentine, notamment dans les *villas miserias*, comme l'indique le cadre ci-dessous qui correspond au nombre de maisons construites dans les *villas* par des coopératives dites d'auto-construction et qui constituent l'évidente réponse apportée par les *villeros*, après la chute de la dictature, à la tentative d'éradication de ces *villas* par les militaires.

Coopérative	Villa d'origine	Nbre de logements construits
Copacabana	31 Retiro	108
Madre del Pueblo	Bajo Flores	178
Caacupé	21 Barracas	61
5 de Noviembre	Lugano	211
18 de Febrero	Lugano	
Libertad	19 INTA	(approx.) 600
Cildañez	6 Cildañez	
8 de Septiembre	15 C. Oculta	54
Fundación Moglia	INTA et Pirelli	120

Sources : Juan Gutierrez, *opus cité*, p. 85.

Ce phénomène se double d'ailleurs assez largement de mouvements tel le MOI (mouvement des occupants et locataires (*Inquilinos*) qui se crée au début des années 1990 avec pour objectif d'« installer des politiques d'autogestion et la propriété collective afin que tous aient accès à un logement »⁶. Début 1990, le constat est féroce :

6. Daniela Gisbert, « Por el derecho a la ciudad », revue *Proyectos*, 19-20 de juin-juillet 2004.

ANNEXES

dans la seule ville de Buenos Aires, plus de 150 000 logements sont vides et 500 000 personnes sont sans domicile fixe : habitant des *villas*, des locations, des hôtels, des pensions de famille ou des maisons occupées. Aujourd'hui, la vitalité de la forme coopérativiste est criante tant le Mouvement national des entreprises récupérées a pu utiliser cette forme à l'image de l'Hôtel de luxe Bauen ou de l'entreprise graphique ex-Conforti. Or, ces coopératives ont d'autant plus de chances de succès qu'elles sont ancrées dans un discours d'union politique et sociale et de soutien des luttes, y compris malgré les pressions gouvernementales et patronales voyant, on s'en doute, du plus mauvais œil ces tentatives d'autonomie ouvrières. Ainsi, c'est dans les vastes locaux de l'Hôtel Bauen et de l'ex-Conforti que se sont réunies les premières réunions lançant la campagne nationale pour les six heures de travail quotidien. Claudia Korol l'exprimait dans ces termes :

« L'existence de près de 200 entreprises récupérées par les travailleurs ont ajouté à la conscience sociale argentine de nouvelles données et de nouvelles valeurs hautement significatives comme la perte de respect pour la propriété privée, l'expérience concrète qu'il est possible de travailler sans patrons, l'autogestion et l'organisation ouvrière. ⁷ »

7. Claudia Korol, *Dilemas del cooperativismo en la perspectiva de creación de poder popular*, p. 12.

ANNEXE 2

Pacte de solidarité de la FORA adopté lors de son 4^e congrès en 1904

CITÉ EN INTÉGRALITÉ par Diego Abad de Santillán, dans *La FORA Ideología y Trayectoria* (pp. 117-119), nous avons pris le parti de ne retranscrire que les dix-huit points du pacte de solidarité, ainsi que sa partie organisationnelle, sachant que ces deux éléments sont précédés par une introduction générale dans laquelle les foristes précisent les raisons de leur lutte.

1. Organisation de la classe ouvrière de la République en sociétés et métiers.
2. Constituer avec ces sociétés ouvrières, des Fédérations, Fédérations de métiers et Fédérations par branches ⁸.

8. Le terme en castillan choisi par les foriste est *Federación de oficios similares*, ce qui mot à mot signifierait « Fédérations de métiers identiques », traduction qui ne nous paraissait pas satisfaisante.

3. Les localités formeront des fédérations locales, les provinces, des Fédérations communales⁹, les nations des fédérations régionales et le monde entier une fédération internationale, avec un centre de relations ou bureau, pour chaque fédération majeure ou mineure de ces collectivités.

4. Il en sera de même pour le bureau central qui nomme, afin de se charger des relations et des luttes entre les organismes que sont les fédérations de métiers et par branches – ce pour quoi, elles seront totalement autonomes quant à leur fonctionnement interne et leurs relations – des individus qui n’auront pas la moindre forme d’autorité et qui pourront être substitués à tout moment par le vote de la majorité des sociétés fédérées réunies en congrès ou par la volonté des sociétés fédérées, s’exprimant à travers leurs propres fédérations locales et/ou par branches.

5. Toutes les sociétés adhérentes à la Fédération ouvrière régionale argentine appartenant à la même localité pourront, entre elles, conclure un libre pacte local.

6. Les différentes fédérations locales se constitueront sur ces principes, base fondamentale de notre organisation.

7. Le bureau, ou conseil fédéral de la FORA, sera constitué de neuf membres qui se répartiront comme ils l’entendront les différentes charges de travail. De plus, le bureau central ou conseil fédéral sera formé d’un délégué pour chaque Fédération locale, délégués qui auront la charge de secrétaires et correspondants, chacun disposant d’une voix et d’un droit de vote, et qui devront s’entendre directement avec le conseil fédéral.

8. Toutes les autres sociétés qui composent cette fédération s’engagent à pratiquer entre elles la plus complète solidarité morale et matérielle, devant faire tous les efforts et sacrifices que les situations exigeront, afin que les travailleurs sortent toujours victorieux des luttes provoquées par la bourgeoisie et des demandes posées par le prolétariat.

9. Là encore, le terme du texte original est *comarcal*, qui est « une division territoriale englobant plusieurs populations » selon le *Dictionnaire de la langue espagnole* de la Real Academia (édition de 1984), qui se rapprocherait des départements français quant à l’échelle, mais impossible à traduire par ce dernier mot, trop « administrativement » français.

9. Afin que la solidarité soit efficace dans toutes les luttes qu'engagent les sociétés fédérées, ces dernières doivent consulter dès que possible leurs fédérations respectives, afin de savoir avec exactitude de quels moyens et recours possibles disposent les sociétés qui la forment et sur lesquels elles peuvent éventuellement compter.

10. La société est libre et autonome au sein de la fédération locale, au sein de la fédération départementale, au sein de la fédération régionale.

11. Les sociétés, les fédérations locales, les fédérations par branches et les fédérations départementales, en vertu de leur autonomie, s'administrent de la manière qui leur semble la plus efficace, de même qu'elles prendront et mettront en pratique tous les accords qu'elles considèrent nécessaires pour atteindre le but qu'elles se sont fixé.

12. Chaque société ayant la liberté d'initiative au sein de sa fédération respective, tous et chacun de ses membres ont le devoir moral de proposer ce qu'ils croient convenable de faire. Une fois la proposition acceptée par la fédération, celle-ci devra la faire passer au conseil fédéral qui, à son tour, la fera connaître à toutes les sociétés adhérentes qui auront le libre choix de l'accepter et la mettre en pratique ou pas.

13. Les congrès successifs seront ordinaires et extraordinaires. Ils se célébreront dès que les convoque la majorité des sociétés pactantes, à travers chacune de leurs fédérations respectives, fédérations qui communiqueront leur volonté au conseil fédéral afin qu'il s'occupe matériellement des convocations.

Les dates des congrès ordinaires se fixeront lors des sessions desdits congrès.

En ce qui concerne le lieu de réunion des congrès ordinaires, le conseil fédéral se charge de consulter l'ensemble des sociétés ayant conclu un pacte deux mois avant la date fixée lors du congrès précédent, et c'est le lieu majoritairement désigné par ces sociétés qui sera choisi.

14. Les délégués pourront faire valoir autant de « pouvoirs » que leur en auront fourni les sociétés de résistance, mais ils n'auront

qu'une seule voix s'il s'agit de sujets internes au congrès. Pour tout autre sujet de caractère général, les délégués auront autant de voix qu'il leur en aura été confié.

15. Afin d'être admis comme délégué au congrès, il sera nécessaire que le représentant s'accrédite de sa qualité de membre d'une des sociétés adhérentes à ce pacte et qu'il n'exerce pas ou n'ait jamais exercé une quelconque charge politique, s'entendant par politique, les charges de députés, conseillers municipaux, employés supérieurs de l'administration, etc.

16. Les accords de ce congrès, à moins qu'ils ne soient révoqués par la majorité des sociétés adhérentes au pacte, devront être appliqués par les fédérations adhérentes aujourd'hui et par celles qui adhéreront plus tard.

17. Lors de chaque congrès, sera déterminée la localité où doit résider le conseil fédéral ainsi que les cotisations que devront verser les sociétés adhérentes pour la propagande, l'organisation et l'édition du journal officiel.

18. Ce pacte de solidarité est réformable à tout moment par les congrès ou par le vote de la majorité des sociétés fédérées, mais la fédération est indissoluble tant qu'existent les sociétés maintenant ce pacte.

Organisation

À la suite du pacte, les foristes amendent les points suivants définissant leur mode d'organisation.

1. Les travailleurs de chaque localité s'organiseront en société de résistance et de métiers, et constitueront une section interprofessionnelle (*de officios varios*) pour ceux qui, du fait de leur nombre restreint, ne peuvent pas constituer de sections.

2. Toutes les sociétés d'une même localité s'organisent en fédération locale, avec pour objet de développer la propagande ainsi que l'organisation, en passant par le conseil local, formé des délégués de chaque société, en rapport avec toutes les affaires qui intéressent le travail.

3. Les fédérations locales de chaque province constituent la fédération provinciale (*comarcal*), célèbrent des congrès de la région et nomment le conseil provincial (*consejo comarcal*) qui est l'intermédiaire entre les Fédérations locales, développent la propagande, favorisent l'organisation et communiquent au Conseil fédéral tout ce qui se réfère au mouvement ouvrier, à ses organisations et aspirations.

4. Les fédérations locales et provinciales constituent la Fédération ouvrière argentine, celle qui célébrera ses congrès nationaux au cours desquels les délégués des sociétés et Fédérations résoudreont tous les problèmes appartenant à la grande cause du travail et nommeront le conseil fédéral qui est le centre de correspondance de toute la République, l'intermédiaire entre toutes les sociétés et Fédérations, celles qui conservent de continues et solidaires relations avec tous les travailleurs du monde, afin de gagner leur complète émancipation sociale.

5. Les sociétés d'un même métier de différentes localités constituent la fédération de métiers et les sociétés proches d'une ou plusieurs localités constituent la Fédération de branche.

6. Notre organisation purement économique est distincte et opposée à celle de tous les partis politiques ouvriers, du fait que s'ils s'organisent pour la conquête du pouvoir politique, nous nous organisons pour que les États politiques et juridiques existant actuellement, restent réduits à des fonctions purement économiques, établissant à la place, une libre fédération de libres associations de producteurs libres.

ANNEXE 3

LE TEXTE QUI SUIT a été publié dans les colonnes de *La Organización obrera*, au moment de l'envoi du délégué Tom Barker comme représentant de la FORA au congrès de l'Internationale syndicaliste rouge en 1920, dont sorti le 15 juillet 1920 le conseil provisoire de l'ISR.

1. Que Tom Barker, délégué de la FORA Communiste à Moscou ne peut adhérer définitivement à l'organisme représenté par l'Internationale syndicaliste rouge.

2. Que le délégué nommé doit défendre avec insistance l'autonomie de l'Internationale syndicaliste rouge, ne devant permettre d'aucune manière sa subordination au soviétique ou à la III^e Internationale communiste.

3. Que la sus-nommée Internationale syndicaliste rouge doit être constituée sur des bases communistes, libertaires et révolutionnaires, être éminemment antipolitique et anti-étatique.

4. Que notre délégué doit être fidèle en tous points aux positions prises lors de notre V^e Congrès et réaffirmées lors de notre I^{er} congrès extraordinaire de 1920, soit la lutte pour le communisme anarchiste.

5. Qu'il doit être noté que cette centrale rejette la fédération syndicale d'Amsterdam pour avoir violé les plus dignes principes de guerre de classe.

6. Que l'Internationale syndicaliste rouge ne doit pas rester subordonnée au soviétique et approuver les mêmes principes que notre carte organique établie, le délégué doit insister pour que le bureau International tienne son siège dans un autre pays que la Russie pour éviter toute subordination indirecte.

Nous laissons le règlement de tout autre détail à la lucidité du camarade délégué.

ANNEXE 4

Résolution finale lors du congrès de constitution de l'AIT de 1922

LE TEXTE qui suit a été adopté par le congrès de Berlin. Présenté par Rudolph Rocker, il est issu d'une résolution adoptée à la conférence de Berlin en juin 1922. Une dizaine de délégations étaient présentes à cette occasion dont la CNT (Espagne), la FORA (Argentine), la CGT (Portugal), l'USI (Italie), la SAC (Suède), la FAUD (Allemagne), le Comité de défense du syndicalisme qui deviendra la CGT-SR (France), mais aussi le Mexique, le Chili, la Tchécoslovaquie, la Norvège... L'ensemble de ces organisations syndicales représentant plusieurs millions d'adhérent(e)s.

1. Le syndicalisme révolutionnaire se basant sur la lutte de classes tend à l'union de tous les travailleurs manuels et intellectuels dans des organisations économiques de combat luttant pour leur affranchissement du joug du salariat et de l'oppression de l'État. Son but consiste en la réorganisation de la vie sociale sur la base du communisme libre,

au moyen de l'action révolutionnaire de la classe ouvrière elle-même. Il considère que seules les organisations économiques du prolétariat sont capables de réaliser ce but, et s'adresse, par conséquent, aux ouvriers en leur qualité de producteurs et de créateurs des richesses sociales, en opposition aux partis politiques ouvriers modernes qui ne peuvent jamais être considérés du point de vue de la réorganisation économique.

2. Le syndicalisme révolutionnaire est ennemi convaincu de tout monopole économique et social et tend vers leur abolition au moyen de communes économiques et d'organes administratifs des ouvriers de champs et des usines sur la base d'un système libre de conseils affranchis de toute subordination à tout pouvoir ou parti politique. Il érige contre la politique de l'État et des partis l'organisation économique du travail ; contre le gouvernement des hommes, la gestion des choses. Il n'a pas, par conséquent, pour but la conquête des pouvoirs politiques, mais l'abolition de toute fonction étatique dans la vie sociale. Il considère qu'avec le monopole de la propriété doit aussi disparaître le monopole de la domination, et que toute forme d'État, la forme de la « dictature du prolétariat » y comprise, ne peut jamais être un instrument d'affranchissement, mais sera toujours créateur de nouveaux monopoles et de nouveaux privilèges.

3. La double tâche du syndicalisme révolutionnaire est la suivante : d'un côté, il poursuit la lutte révolutionnaire quotidienne pour l'amélioration économique, sociale et intellectuelle de la classe ouvrière dans les cadres de la société actuelle. De l'autre côté, son but final est d'élever les masses à la gestion indépendante de la production et de la distribution, ainsi que la prise en possession de toutes les ramifications de la vie sociale. Il est convaincu que l'organisation d'un système économique reposant sur le producteur ne peut jamais être réglé par des décrets gouvernementaux, mais seulement par l'action commune de tous les travailleurs manuels et intellectuels dans chaque branche d'industrie, par la gestion des fabriques par les producteurs eux-mêmes sous une forme telle que chaque groupement, usine ou branche d'industrie soit un membre autonome de l'organisme économique général et développe systéma-

tiquement sur un plan déterminé et sur la base d'accords mutuels, la production et la distribution dans l'intérêt de toute la communauté.

4. Le syndicalisme révolutionnaire est opposé à toute tendance et organisation centraliste dont les formes sont de fait empruntées à l'État et à l'Église et qui étouffent méthodiquement tout esprit d'initiative et toute pensée indépendante. Le centralisme est l'organisation artificielle de haut en bas qui remet en bloc, aux mains d'une poignée, la réglementation des affaires de toute une communauté. L'individu ne devient alors qu'un automate dirigé et mis en mouvement d'en haut. Les intérêts de la communauté font place aux privilèges de quelques-uns, la diversité est remplacée par l'uniformité ; la responsabilité personnelle fait place à la discipline inanimée ; le dressage remplace l'éducation. C'est pour cette raison que le syndicalisme révolutionnaire se place sur le point de vue de l'organisation fédéraliste, c'est-à-dire de l'organisation de bas en haut, de l'union libre de toutes les forces sur la base des idées et intérêts de chacun.

5. Le syndicalisme révolutionnaire rejette toute activité parlementaire et toute collaboration avec les organismes législatifs. Le suffrage le plus libre ne peut faire disparaître les contradictions flagrantes existant au sein de la société actuelle ; le système parlementaire n'a qu'un seul but, celui de prêter foi au simulacre de droit légal au règne du mensonge et de l'injustice sociale ; amener les esclaves à apposer le sceau de la Loi à leur propre esclavage.

6. Le syndicalisme révolutionnaire rejette toutes les frontières politiques et nationales arbitrairement fixées et ne voit dans le nationalisme que la religion de l'État moderne, derrière laquelle se cachent les intérêts matériels des classes possédantes. Il ne reconnaît que des différences d'ordre régional et exige pour tout groupement le droit à sa propre détermination en accord solidaire avec toutes les autres associations d'ordre économique, régional ou national.

7. C'est pour les mêmes raisons que le syndicalisme révolutionnaire combat le militarisme sous toutes ses formes et considère la propagande antimilitariste comme une de ses tâches les plus importantes dans la lutte contre le système actuel. En première ligne, il faut

considérer le refus individuel et, surtout, le boycottage organisé contre la fabrication du matériel de guerre.

8. Le syndicalisme révolutionnaire se place sur le terrain de l'action directe et soutient toutes les luttes qui ne sont pas en contradiction avec ses buts : l'abolition du monopole économique et de la domination de l'État. Les moyens de lutte sont : la grève, le boycottage, le sabotage, etc. L'action directe trouve son expression la plus profonde dans la grève générale qui, en même temps, doit être, du point de vue du syndicalisme révolutionnaire, le prélude de la révolution sociale.

9. Ennemis de toute violence organisée entre les mains d'un gouvernement quelconque, les syndicalistes n'oublient pas que les luttes décisives entre le capitalisme d'aujourd'hui et le communisme libre de demain ne se passeront pas sans collisions sérieuses. Ils reconnaissent, par conséquent, la violence comme moyen de défense contre les méthodes de violence des classes régnautes dans la lutte pour l'expropriation des moyens de production et de la terre par le peuple révolutionnaire. Tout comme cette expropriation ne peut être commencée et menée à bonne fin que par les organisations économiques révolutionnaires des travailleurs, la défense de la révolution doit aussi se trouver dans les mains de ces organismes économiques et non dans celles d'une organisation militaire ou autre œuvrant en dehors de ces organes économiques.

10. Ce n'est que dans les organisations économiques révolutionnaires de la classe ouvrière que se trouvent la force capable de réaliser son affranchissement et l'énergie créatrice nécessaire pour la réorganisation de la société sur la base du communisme libre.

ANNEXE 5

L'ASSASSINAT DE KURT WILCKENS, lui-même vengeur des morts de la Patagonie tragique, lâchement exécuté par un jeune membre de la Ligue patriotique argentine s'est révélé être un vrai traumatisme pour les Argentins, et a provoqué l'émergence d'un répertoire musical et poétique important. La chanson d'Acosta Garcia que nous reproduisons ci-dessous – sans titre – semble avoir été un très grand succès, rapidement rentré dans les mœurs musicales populaires. Cité dans *La Patagonie rebelle* d'Oswaldo Bayer, pp. 272-273. Traduction de Simone Guittard et Frank Mintz.

*“L'édifice énorme de la prison était sombre
et très silencieux, mais
de temps en temps, la voix d'une sentinelle,
comme une sentence, se faisait entendre de loin
et glaçait le cœur.
Un gardien s'approche secrètement d'une cellule
où est un malade :
« Qui es-tu ? » lui demande-t-il mystérieusement
« Kurt Wilckens »,*

*répond doucement le prisonnier.
Et une détonation alerte toute la ville.
Aussitôt tous les gardiens accourent
pour voir ce qui s'est passé,
Surpris et effrayés.
Ils trouvent Kurt Wilckens sur son lit, la poitrine transpercée,
rugissant comme un lion,
et sur le seuil, Pérez Millan, triomphant.
« Qu'as-tu fait ? » demandent-ils à ce roi des crétiens
« Qu'as-tu fait ? » répètent-ils indignés.
Et le criminel répond : « J'ai agi en Argentin,
comme un soldat tuant l'assassin
qui a tué Varela, le bon commandant. »
Canaille, bâtard, avorton du destin,
tu as profané notre drapeau
en invoquant la patrie où est né Ameghino
où est né Moreno et où Bernardino partit
donner culture et instructions aux créoles.
Que diront les hommes des pays étrangers
qui rêvent de l'Amérique
si maintenant les prisonniers
ne sont plus dignes de respect,
ayant des geôliers qui portent
les noms illustres de notre société.
Bourreau ! Cet homme était blessé
et tu n'as pas hésité à le tuer
alors qu'il était endormi et sans défense.
Seul un animal sans âme, au cœur pourri,
peut commettre un acte aussi monstrueux.
ni le criminel Enrique qui mutila Conrado
ni le criminel Mateo, aussi bravache que toi,
ni Lauro ni Salvato n'ont jamais commis
un crime aussi inique que celui
de la bête geôlière des années 23.
Tu as tué Kurt Wilckens, cette flamme vivante,
parce qu'il était l'apôtre martyr d'un haut idéal,
sans te rappeler qu'autrefois
il y eut en Galilée un homme blond comme lui,
idéaliste comme lui,*

ANNEXES

*qui a honoré l'humanité par sa mort.
Et après ton acte sanguinaire,
tu t'es couvert d'encore plus de honte
en proclamant le nom de l'Argentine.
Moi, Argentin, je te renie hautement
au nom de Juan Bautista Alberdi,
au nom de Sarmiento,
je te proclame idiot et sans nationalité !*

ANNEXE 6

Les vingt vérités du justicialisme ¹ énoncées le 17 octobre 1950 par Juan Domingo Perón, depuis le balcon présidentiel

1. La véritable démocratie est celle où le gouvernement fait ce que veut le peuple et ne défend qu'un seul intérêt : celui du peuple.

2. Le justicialisme est essentiellement populaire. Tout cercle politique est antipopulaire, et de fait, n'est pas justicialiste.

3. Le justicialiste travaille pour le mouvement. Celui qui, en son nom, est au service d'un cercle, d'un homme ou d'un *caudillo*, n'est justicialiste que de nom.

4. Pour le justicialisme, il n'existe qu'une seule classe d'hommes : celle de ceux qui travaillent.

1. Cité dans Julio Godio, *La Caída de Perón*, p. 50.

5. Dans la nouvelle Argentine, le travail est un droit qui crée la dignité de l'homme, et est un devoir, parce qu'il est juste que chacun produise au moins ce qu'il consomme.

6. Pour un justicialiste, il n'y a rien de mieux qu'un autre justicialiste.

7. Aucun justicialiste ne doit se sentir plus qu'il n'est et moins qu'il ne doit être. Quand un justicialiste commence à se sentir plus que ce qu'il est, il commence à se transformer en oligarque.

8. Dans l'action politique, l'échelle de valeurs de tout justicialiste est la suivante : d'abord la Patrie, puis le mouvement, enfin les hommes.

9. La politique n'est pas une fin pour nous, seulement un moyen pour le bien de la patrie, qui est la félicité de ses fils et la grandeur nationale.

10. Les deux bras du justicialisme sont la justice et l'aide sociale. Grâce à elles, nous donnons au peuple un baiser de justice et d'amour.

11. Le justicialisme désire l'unité nationale et non la lutte. Il désire des héros, non des martyrs.

12. Dans la nouvelle Argentine les seuls privilégiés sont les enfants.

13. Un gouvernement sans doctrine est un corps sans âme. C'est pour cela que le péronisme développe sa propre doctrine politique, économique et sociale : le Justicialisme.

14. Le justicialisme est une nouvelle philosophie de vie, simple, pratique et populaire, profondément chrétienne et humaine.

15. Comme doctrine politique, le justicialisme réalise l'équilibre entre le droit de l'individu et celui de la communauté.

16. Comme doctrine économique, le justicialisme réalise l'économie sociale, mettant le capitalisme au service de l'économie et celle-ci au service de la communauté.

17. Comme doctrine sociale, le justicialisme réalise la justice sociale, qui donne à chaque personne son droit en fonction sociale.

18. Nous voulons une Argentine socialement juste, économiquement libre et politiquement souveraine.

19. Nous constituons un gouvernement centralisé, un État organisé et un peuple libre.

20. Sur cette terre, ce que nous avons de meilleur est le peuple.

ANNEXE 7

Déclaration du SITRAC-SITRAM devant la réunion des syndicats combattifs de Córdoba les 22 et 23 mai 1971

À L'OCCASION DE CE CONGRÈS des syndicats combattifs de tout le pays, réuni à Córdoba, les 22 et 23 mai 1971, le Syndicat des travailleurs de Concord (SITRAC) et le Syndicat de travailleurs de Materfer (SITRAM), qui regroupent les travailleurs du complexe industriel Fiat de Ferreyra, formulent le programme suivant qui constitue leur apport à ce congrès national et convoquent la classe ouvrière et les autres secteurs opprimés du peuple argentin à continuer et approfondir la lutte de libération sociale et nationale.

ANNEXES

Au vu de :

L'incessante détérioration des conditions de vie et de travail de la grande majorité de la population et le processus d'acquisition des biens nationaux par l'impérialisme nord-américain, conséquence inévitable de la concentration monopolistique déterminée par le développement et l'organisation actuelle du système de production capitaliste ;

De la politique économique des monopoles et de la dictature, appliquée à un pays capitaliste dépendant comme le nôtre, étouffant le prolétariat par l'exploitation, et provoquant un progressif et rapide appauvrissement des couches moyennes de la population ;

Et considérant :

Que les partis politiques bourgeois et petits-bourgeois traditionnels ont démontré leur échec historique dans la recherche d'une sortie qui rompe le cercle oppressant de l'oligarchie terrienne, de la grande bourgeoisie industrielle, commerciale et financière et de l'impérialisme ;

Que seuls les travailleurs, commandant les masses populaires opprimées, se montrent capables d'affronter le système de braderie nationale, de faim et de répression des monopoles, en livrant des batailles victorieuses comme les *cordobazos* de mai 1969 et mars 1971 qui liquidèrent « l'auto proclamée » Révolution argentine en provoquant la chute des agents du pentagone Onganía et Levingstone ;

Que la classe ouvrière, face à l'impossibilité d'une action bourgeoise, constitue en Argentine l'agent principal et indépassable du changement social et de la libération nationale, et qu'en cette période d'action prolétaire, il est nécessaire d'actualiser et de radicaliser les programmes fondamentaux qu'établirent les travailleurs de La Falda, Huerta Grande et du 12 de Mayo de la CGT des Argentins.

Décident :

Approuver les bases suivantes du programme du mouvement ouvrier classiste soumis aux corrections et modifications qu'exigeront les expériences concrètes de la lutte de libération.

Du point de vue économique :

1. Nationalisation du commerce extérieur, du système bancaire, financier et des assurances. Le commerce extérieur se développera en accord avec tous les pays du monde, augmentant et diversifiant les marchés internationaux afin d'obtenir une indépendance croissante face au contrôle des échanges assumé par les pays capitalistes développés. Rupture avec le Fonds monétaire international, rejet des dévaluations monétaires imposées par les monopoles et orientation du système de crédit en fonction des intérêts des travailleurs de la nation.

2. Expropriation de tous les monopoles industriels stratégiques, services publics et grandes entreprises nationales ou étrangères de distribution. La nationalisation englobera, tout en garantissant le droit des petits actionnaires, le pétrole, l'énergie électrique, la sidérurgie, les frigorifiques, les transports ferroviaires, aériens et maritimes, les moyens de communication, le ciment, la cellulose, le papier, la pétrochimie et la chimie lourde, l'industrie automobile, ferroviaire, aéronautique et les chantiers navals, et s'étendra à tous les secteurs clés de l'économie qui engagent l'indépendance de la nation et les intérêts généraux du peuple.

3. Appropriation étatique des ressources naturelles d'énergie et extension de l'irrigation, des routes, des moyens de communication et de l'infrastructure économique et technologique vers l'intérieur du pays, en supprimant l'oligarchie portuaire agro-importatrice et le centralisme bureaucratique. Le fédéralisme sera garanti ainsi qu'une planification adéquate au niveau national qui canalise l'expression de la volonté de la population de tout le pays. Tous les ressorts économiques seront impulsés énergiquement jusqu'à la complète élimination de la différence entre provinces pauvres et provinces riches.

4. Expropriation sans compensation de l'oligarchie terrienne et utilisation des terres fiscales dans le sens d'une profonde réforme agraire qui remette la terre entre les mains du paysan qui la travaille, qui mécanise la profession et qui supprime l'intermédiaire capitaliste grâce à des marchés régionaux et le développement d'entreprises agricoles dotées de technologies modernes, sous la forme de coopératives ou d'entreprises étatiques.

5. Planification intégrale de l'économie, abolition du secret commercial, protection de l'industrie nationale et prohibition de toute exportation directe ou indirecte de capitaux. Contrôle ouvrier sur la production et la gestion du secteur industriel et commercial non exproprié.

6. Rejet d'une dette externe due à la spoliation impérialiste, fixation des conditions d'investissements étrangers afin qu'ils n'occasionnent aucun dommage à la souveraineté nationale, autofinancement croissant de nos activités économiques, travail d'intégration et de complémentarité avec les pays latino-américains qui se libèrent de la domination yankee.

Du point de vue social, culturel et syndical :

1. À travers la participation des travailleurs à la direction des entreprises privées et publiques, on assurera le sens social de la richesse. La distribution du revenu national s'orientera vers l'élimination radicale des salaires les plus bas, n'autorisant qu'une simple subsistance, afin d'assurer à tous les habitants des rémunérations dignes qui satisfassent pleinement les besoins des familles ouvrières et paysannes.

2. Toute la législation sur le travail, sociale et prévisionnelle, sera restructurée et mise en adéquation avec cette étape historique de transformation économique et sociale, afin de garantir le réajustement salarial automatique indexé sur le prix de la vie, le contrôle populaire des prix, la prévision sociale intégrale qui protège jeunesse, vieillesse et handicap, la stabilité absolue des emplois des travailleurs et la création d'un privilège syndical.

3. Il n'y aura qu'un seul système d'éducation, planifié, étatique et gratuit à tous les niveaux, avec une cogestion des étudiants au niveau universitaire et supérieur. L'enseignement sera mis au service des besoins de masses populaires et de la nation, avec une hiérarchisation scientifique et technique formant des professionnels capables d'accélérer le développement de l'économie nationale indépendante de transition vers le socialisme.

4. On impulsera une nouvelle culture, en valorisant le travail humain, l'art et le développement intellectuel des masses, en dépassant

les déformations culturelles de la société capitaliste et en préparant les travailleurs afin qu'ils exercent pleinement leur rôle historique d'avant-garde en direction de la communauté et qu'ils aient accès à toutes les manifestations artistiques et littéraires de manière à permettre l'amélioration spirituelle de ce qui deviendra l'homme nouveau.

5. L'État populaire assurera la défense des syndicats en tant qu'organismes naturels de l'expression des intérêts ouvriers tout au long du processus qui conduit à la suppression définitive du système capitaliste et à l'instauration du socialisme en abrogeant la législation concernant les associations professionnelles et tous les aspects qui affectent l'indépendance syndicale, notamment par l'exclusion de toute ingérence patronale et étatique, et en garantissant le droit de grève.

6. Les organisations syndicales seront classistes tant que subsisteront les vestiges d'exploitation de l'homme par l'homme, dans la mesure où sa fonction est la défense des droits des travailleurs face à un ordre social injuste, basé sur l'existence de classes dominantes et de classes opprimées. Il n'existe rien de plus répugnant que ces lobbies bureaucratiquement enkystés dans les directions de syndicats ouvriers en ayant pour but de torpiller les luttes ouvrières. La démocratisation des syndicats et la totale subordination des directions au mandat et au contrôle des bases est une revendication primordiale de la classe ouvrière.

Du point de vue de la politique nationale et internationale :

1. Les contradictions et la surexploitation dérivées du processus de concentration monopolistique, ses inévitables séquelles que sont la faim du peuple et l'effondrement de l'économie nationale dépendante, la corrélative accentuation du caractère répressif de la dictature bourgeoise, oligarchique et soumise au mandat impérialiste et enfin la croissance de la conscience et de la combativité des masses ouvrières et populaires définissent aujourd'hui le cadre des tensions et des luttes sociales en Argentine.

2. Le chemin du triomphe populaire commence à être tracé depuis les historiques journées cordobaïses des 29 et 30 mai 1969

qui se sont rapidement étendues à tout le pays. La grande exigence patriotique à l'heure actuelle est l'unité d'action, d'organisation et de lutte de tous les secteurs opprimés, révolutionnaires et anti-impérialistes, contre les directions syndicales au service du régime et du système et vers la construction d'un grand front de libération sociale et nationale qui oppose la légitime violence du peuple à la violence de l'exploitation et de la répression des classes dominantes qui ont fait tant de martyrs.

3. La grande tâche du front de libération est de réunir, sous la direction des travailleurs, tous les secteurs opprimés, salariés des villes et des champs, *peones* ruraux, paysans pauvres et colons, classes moyennes des villes, curés tiers-mondistes, professionnels, intellectuels et artistes progressistes et l'ensemble des étudiants. Ce front de libération sociale et nationale est l'instrument à même de vaincre les minorités réactionnaires qui détiennent le pouvoir lié à l'impérialisme en instaurant, à travers la lutte populaire et les mobilisations des masses, un gouvernement populaire et révolutionnaire, dirigé par la classe ouvrière qui puisse assurer la mise en place de l'intégralité de ce programme en concrétisant la révolution démocratique, anti-monopoliste et anti-impérialiste, en marche continue vers le socialisme.

4. L'État populaire devra détruire toute la législation répressive votée par les classes dominantes afin de stopper les luttes ouvrières et dissoudre toutes les organisations armées au service de la répression. La garantie de l'expression démocratique des grandes majorités populaires sera représentée par une assemblée unique du peuple, dépositaire de la souveraineté et dépassant le centralisme dictatorial et corrompu du parlementarisme bourgeois. L'organisation de la justice, dont les membres seront désignés et remplacés par l'Assemblée du peuple perdra son caractère individualiste pour ne plus garantir que les droits sociaux.

5. Le gouvernement populaire devra soutenir une politique internationale solidaire des peuples colonisés et dépendants qui, comme l'héroïque peuple vietnamien, mènent leurs luttes de libération et devra soutenir les travailleurs et secteurs sociaux opprimés qui

L'HORIZON ARGENTIN

défendent leurs revendications et livrent bataille contre le système capitaliste dans de nombreux pays du monde.

Ni coup d'État, ni élection, Révolution !

Córdoba, les 22 et 3 mai 1971.

ANNEXE 8

Déclaration de principe de S.I.Me.Ca.

DEPUIS PLUS D'UN DEMI-SIÈCLE, en tant que travailleurs, nous avons été les témoins passifs de la bureaucratisation des syndicats, qui sont l'outil de lutte de notre classe laborieuse contre les injustices que nous fait subir quotidiennement la classe patronale.

Pour ces raisons, les travailleurs messagers (à pied, en bicyclette, à moto ou livreurs) avons décidé de former un syndicat de classe, distinct des syndicats traditionnels, sans poste rémunéré ; un syndicat indépendant de l'État, des pouvoirs politiques, économiques et/ou religieux.

Un syndicat organisé horizontalement où les décisions passent constamment par tous les travailleurs messagers affiliés, au travers de leurs délégués respectifs qui ne sont que les porte-parole des compagnons (et pas de simples représentants), et dont l'assemblée générale de tous les affiliés est l'unique organe résolutif.

Un syndicat où les postes d'élu n'auront aucune prérogative décisionnelle sinon qu'ils maintiendront un compromis militant en faveur des décisions de l'assemblée générale des affiliés.

L'HORIZON ARGENTIN

Un syndicat fondé sur la solidarité et l'appui mutuel entre les compagnons. Un syndicat qui lutte pour les droits, la dignité et l'amélioration des conditions matérielles du travailleur messenger.

Un syndicat dont l'unique contact avec les patrons sera comme porte-parole des exigences des travailleurs messagers.

Un syndicat solidaire des luttes des travailleurs des autres métiers, contribuant à partir des revendications syndicales particulières aux travailleurs messagers à la lutte sociale en faveur de l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme.



Liste (non-exhaustive) des sigles et acronymes politiques et syndicaux utilisés dans cet ouvrage

LA PROXIMITÉ des deux langues nous a permis de traduire directement les acronymes espagnols en français.

Entre parenthèses, nous avons parfois indiqué diverses informations, notamment l'idéologie de référence principale de l'organisation, parti ou syndicat – quand celle-ci semble claire – à la période à laquelle nous l'évoquons dans notre travail. Certaines organisations ne méritent pas cette dernière précision tant elles sont claires de par leur nom : ainsi, il y a peu de chances pour que « l'Association des Étudiants libertaires » soit d'obédience fasciste. *A contrario*, le terme communiste est plus ambigu tant il a fait l'objet d'une récupération quasi systématique par les groupes maoïstes des années 1970. Le cas échéant, nous avons aussi indiqué le pays d'origine de la structure.

Enfin, précisons, qu'en espagnol syndicat s'écrit *sindicato* et que, par exemple, nous avons traduit le sigle Sitrac qui signifie *SIndicato de los TRAbajadores de Concord* par Syndicat des travailleurs de Concord.

AAA : Alliance anticommuniste argentine (escadron de la mort, néofasciste).

ACAT : Association continentale américaine des travailleurs (anarcho-syndicaliste, branche régionale de l'AIT de Berlin).

AEL : Association des étudiants libertaires.

AIT : Association internationale des travailleurs (marxiste et anarchiste pour la première, anarcho-syndicaliste pour la seconde, dite de Berlin).

ALA : Alliance libertaire argentine.

ALN : Alliance libératrice nationaliste (nationaliste de droite).

AMA : Association maritime argentine.

ANA : Alliance nationale argentine (nationaliste de droite).

ANCLA (l'ancre, en espagnol) : Agence d'information/*de noticias* clandestine (péroniste de gauche).

ANTA : Association nationale des travailleurs autogestionnaires (syndicat affilié à la CTA, horizontaliste).

APRA : Alliance populaire révolutionnaire américaine (Pérou, divers gauche).

ASA : Association syndicale argentine (centrale chrétienne).

ATE : Association des travailleurs de l'État.

CCC : Courant classiste combatif (bras *piquetero* du PCR maoïste).

CCAEA : Commission coordinatrice de l'aide à l'Espagne en Argentine.

CEBS : Communautés ecclésiales de base (horizontalistes).

CISL : Confédération internationale des syndicats libres (CIOSL en espagnol, socialiste).

CGT : Confédération générale du travail (péroniste).

CLASC : Confédération latino-américaine des syndicats chrétiens.

CNT : Confédération nationale du travail (Espagne, anarcho-syndicaliste).

COA : Confédération ouvrière argentine (socialiste).

Conadep : Commission nationale sur la disparition de personnes.

SIGLES ET ACRONYMES...

CORA : Confédération ouvrière régionale argentine (syndicaliste révolutionnaire et socialiste).

CORS : Commission ouvrière de relations syndicales (anarcho-syndicaliste).

CPG : Comité de propagande syndicaliste (socialiste radical).

CPN : Commando péroniste national (groupe armé, péroniste de gauche).

CRRA : Comité régional de relations anarchiste.

CTA : Centrale des travailleurs argentins (centrale de centre-gauche mais bénéficiant de sections classistes très combattives).

CTAL : Confédération des travailleurs d'Amérique latine (communiste).

CUSC : Comité d'union syndicale classiste (communiste).

ERP : Armée/*Ejército* révolutionnaire du peuple (bras armé du PRT).

FACA : Fédération anarcho-communiste argentine.

FAL : Forces armées de libération (ex du PC et membres du PCR maoïste).

FAR : Forces armées révolutionnaires (guévaristes).

FAP : Forces armées péronistes (péronistes de gauche).

FAS : Front anti-impérialiste pour le socialisme (diverses obédiences).

FATI : Fédération argentine des travailleurs de l'imprimerie.

FGB : Fédération graphique de Buenos Aires (diverses obédiences jusqu'à Ongaro où la FGB verse dans le syndicalisme de libération).

FLA : Fédération libertaire argentine.

FOA : Fédération ouvrière argentine (anarchiste et socialiste).

FOB : Front des organisations de base (groupe d'organisations piqueteras, horizontaliste).

FOCN : Fédération ouvrière de la construction navale (anarchiste).

FOF : Fédération des ouvriers ferroviaires (syndicaliste révolutionnaire).

FOLB : Fédération ouvrière locale de Buenos Aires (anarchiste).
FOGRA : Fédération ouvrière gastronomique de la région argentine (anarchiste).

FOM : Fédération ouvrière maritime (syndicaliste révolutionnaire).

FOP : Fédération ouvrière portuaire.

FOPA : Fédération ouvrière du papier argentine.

FORA : Fédération ouvrière régionale argentine (anarchiste).

FORJA (la forge en espagnol) : Force d'orientation radicale de la jeune Argentine (nationalistes de gauche).

FORU : Fédération ouvrière régionale uruguayenne (Uruguay, anarchiste).

FOSC : Fédération ouvrière des syndicats de la construction (communiste et anarchiste).

FPDS : Front populaire Darío Santillán (*piqueteros*, horizontalistes).

FRP : Front révolutionnaire péroniste (groupe armé).

FTV : Fédération terre et logement/*Vivienda* (*piqueteros* péronistes/kirchnéristes).

FUA : Fédération universitaire argentine (diverses obédiences de gauche, antipéroniste fervente à ses débuts).

FUBA : Fédération universitaire de Buenos Aires (*idem*).

GAR : Groupe anarchiste révolutionnaire.

GOU : Groupe des officiers unis ou Gouvernement ordre unité (idéologie floue bien que d'extrême droite).

HIJOS : Fils/*Hijos* pour l'identité et la justice contre l'oubli et le silence (horizontaliste).

ISR : Internationale syndicale rouge (ou *Profintern*, URSS, communiste).

JCR : Junte de coordination révolutionnaire (regroupement latino-américain de diverses structures militaires révolutionnaires : MIR chilien, ELN bolivien, ERP argentin, Tupamaros uruguayen).

SIGLES ET ACRONYMES...

JP : Jeunesses péronistes (péronistes de gauche).

JTP : Jeunesses travailleuses péronistes (idem).

JUP : Jeunesses universitaires péronistes (idem).

LAC : Ligue anarcho-communiste.

LPA : Ligue patriotique argentine (milice armée anti-ouvrière, nationaliste de droite).

MIC : Mouvement intersyndical classiste (diverses obédiences, communiste, anarchiste, péroniste de gauche, trotskiste...).

MIP : Mouvement des locataires/*Inquilinos* péronistes (péroniste de gauche).

MOU : Mouvement ouvrier unifié (regroupement de péronistes, communistes et indépendants à la fin des années 1950, début des années 1960).

MR17 : Mouvement révolutionnaire du 17 Octobre (groupe armé).

MSB : Mouvement syndical de base (divers de gauche).

MTA : Mouvement des travailleurs argentins (scission de la CGT au début des années 1990).

MTD : Mouvement des travailleurs désoccupés (*piqueteros*, horizontaliste).

MUCS : Mouvement d'unité et de coordination syndicale (communiste).

MVP : Mouvement des quartiers/*Villeros* péroniste (péroniste de gauche).

OAR : Organisation anarchiste révolutionnaire.

OCPO : Organisation communiste pouvoir ouvrier (péroniste de gauche, marxiste et socialiste révolutionnaire).

PB : Péronisme de base.

PCA : Parti communiste argentin.

PCML : Parti communiste marxiste-léniniste (maoïste).

PCR : Parti communiste révolutionnaire (maoïste).

- PJ : Parti justicialiste (autre nom pour désigner le péronisme).
PL : Partido laboral/parti travailliste (soutien Perón durant la campagne de 1946).
PO : Parti ouvrier (trotskiste).
PRT : Parti révolutionnaire du peuple (fidelo-guévaro-trotskiste).
PSA : Parti socialiste argentin.
PTS : Parti des travailleurs socialistes (trotskiste).
- RL : Résistance libertaire (groupe armé).
- SIDE : Secretaría de inteligencia (services secrets).
SIMeCa : Syndicat indépendant des messagers et coursiers/*Cadetes* (classiste et horizontaliste).
SITRACAAF : Syndicat des travailleurs du caoutchouc et annexes (syndicat classiste avec forte composante anarchiste).
SITRAC-SITRAM : Syndicat des travailleurs de Concord – Syndicat des travailleurs de Matefer (ouvriers de chez FIAT, syndicats classistes).
SITRAFIC : Syndicat des travailleurs de Fiat Caseros (idem).
SITRAGMD : Syndicat des travailleurs grands moteurs diesels (idem).
SMATA : Syndicat des mécaniciens et professions annexes du transport automoteur (idem).
SUPA : Syndicat unique portuaire argentin (péroniste).
- UCR : Union civique radicale (historiquement pour le suffrage universel, s'oriente vers un nationalisme de gauche avec Yrigoyen, se rapproche du péronisme avec Frondizi, est aujourd'hui affiliée à l'Internationale socialiste). En fonction des scissions, l'UCR s'est aussi nommée UCR *antipersonalista*, UCR-JR (pour *junte renovatrice*), UCR-P (pour *populaire*), ou encore UCR-I (pour *intransigeante*).
UCN : Union de la construction navale (centrale patronale).
UES : Union des étudiants du secondaire (péronistes de gauche).
UF : Union ferroviaire (socialiste, mais aujourd'hui plutôt classiste et horizontaliste).

SIGLES ET ACRONYMES...

UGT : Union générale des travailleurs (socialiste, puis syndicaliste révolutionnaire).

UIA : Union industrielle argentine (centrale patronale).

UOCRA : Union ouvrière de la construction de la République argentine (péoniste).

UOEM : Union des ouvriers et employés municipaux (socialiste).

UOM : Union ouvrière de la métallurgie (péoniste).

USA : Union syndicale argentine (anarcho-syndicaliste puis syndicaliste « pure »).

UTA : Union des travailleurs agricoles (anarchiste).

UTD : Union des travailleurs désoccupés (*piqueteros*, horizontalistes).

Alerte maximum. Toute l'information est suspecte
(logo détourné du journal *Clarín*)



BIBLIOGRAPHIE *

Histoire argentine

Livres

– *¡Aquí FUBA! Las luchas estudiantiles en tiempo de Perón (1943-1955)*, ed. Planeta, 2001, 239 p., ISBN 950 49 0898 5.

– *Catálogo de publicaciones políticas, sociales y culturales anarquistas (1890-1945)*, Colección Archivo I. Biblioteca-archivo de estudios libertarios (BAEL), ed. Reconstruir, 2002, 189 p., ISBN 987 95958 2 3.

– *Depuis les montagnes du sud-est mexicain. Textes relatifs à la guerre indienne au Chiapas*, L'Insomniaque, 1996, 124 p., ISBN 2 908744 17 1.

ABAD DE SANTILLAN, Diego, *Historia argentina*, Tipográfica editora argentina, Buenos Aires, 1965, tome 2, 569 p.

ABAD DE SANTILLAN, Diego, *Historia argentina*, Tipográfica editora argentina, Buenos Aires, 1965, tome 3, 719 p.

ABAD DE SANTILLAN, Diego, *La FORA. Ideología y trayectoria*, Colección de Historia y Pensamiento social, ed. Proyección, 1971, 230 p. (éd. originale, 1933).

*Toutes les citations provenant de livres en castillan ont été traduites par nos soins.

ALMEYRA, Guillermo. *Rébellions d'Argentine. Tiers-État, luttes sociales et autogestion*, éd. Syllepse, 2006, 254 p., ISBN 2 84950 059 3.

ATAN, Adriana, *Cuatro historias de anarquistas. Testimonios orales de militantes del anarcosindicalismo argentino*, édité par l'auteur, 2000, 209 p., ISBN 987 43 2054 0.

BAILY, Samuel L., *Movimiento obrero, nacionalismo y política en la Argentina*, 1984, coll. America latina, Paidós, 220 p.

BAYER, Osvaldo, *Les Anarchistes expropriateurs*, éd. Atelier de création libertaire, 1995, 95 p. (éd. originale, 1986). ISBN 2 905691 36 0. Nous l'avons également lu en version originale, *Los Anarquistas expropiadores y otros ensayos*, ed. Planeta, 2003, 275 p. ISBN 950 49 1138 2.

BAYER, Osvaldo, *La Patagonie rebelle, 1921-1922 : chronique d'une révolte des ouvriers agricoles en Argentine*, éd. Atelier de création libertaire-Acratie, 1996, 300 p., ISBN 2 909899 05 5

BENYO, Javier, *La Alianza obrera Spartacus*, ed. Utopia libertaria, 2005, 215 p., ISBN 987 20875 8 X.

BUNUEL, Jean. *Pactes et Agressions. Syndicalisme et relations professionnelles en Argentine*, éd. du CNRS, 1991, 296 p., ISBN 2 222 04555 X.

CARRERA, Nicolás Iñigo. *La Estrategia de la clase obrera. 1936*, Ediciones Madres de la Plaza de Mayo, 2004, 332 p., ISBN 950 99969 0 4.

CAMARERO, Hermán, et SCHNEIDER, Alejandro, *La Polémica Penelón-Marotta (marxismo y sindicalismo soreliano, 1912-1918)*, Centro Editor de América latina, 1991, 98 p., ISBN 950 25 1595 1.

CASANOVA, Pablo Gonzalez (sous la coordination de), CHERESKY, Isidoro, et CAVAROZZI, Marcelo, *Historia del movimiento obrero en América latina, Brasil, Chile, Argentina, Uruguay*, vol. 4, Instituto de investigaciones sociales de la Unam, Siglo 21 Editores, 1984, 329 p., ISBN 968 23 1233 7.

CHESNAIS, François, et DIVES, Jean-Philippe, *¿Que se vayan todos! Le peuple d'Argentine se soulève*, éd. Nautilus, 2002, 230 p.

CIMAZO, Jacinto, *Una voz anarquista en la Argentina. Vida y pensamiento de Jacobo Prince*, editorial Reconstruir, Perfiles, 1984, 388 p.

BIBLIOGRAPHIE

CIMAZO, Jacinto, et GRUNFELD, Jose, *Luis Danussi. En el movimiento social y obrero argentino (1938-1978)*, ed. Reconstruir, 1981, 295 p.

CIMAZO, Jacinto, *Fernando Quesada. Un trozo de historia libertaria*, ed. Reconstruir, 1979, 80 p.

CLEMENCEAU, Georges, *Notes de voyage dans l'Amérique du Sud*, Paris Hachette et Cie, 1911, 273 p.

COICAUD, Jean-Marc, *L'Introuvable Démocratie autoritaire. Les dictatures du Cône sud : Uruguay, Chili, Argentine (1973-1982)*, L'Harmattan, 1996, 216 p., ISBN 2 7384 4878 X.

COLOMBO, Eduardo, *Los Desconocidos y los olvidados. Historias y recuerdos del anarquismo en la Argentina*, ed. Nordan-Comunidad, 1999, 139 p., ISBN 9974 42 058 X.

CORBATTA, Jorgelina, *Narrativas de la Guerra sucia en Argentina*, ediciones Corregidor, 1999, 174 p., ISBN 950 05 1168 1.

DEL CAMPO, Hugo, *El Sindicalismo revolucionario (1905-1945)*, Selección de textos, Centro editor de America latina, 1986, 154 p., ISBN 950 25 1424 6.

DIZ, Verónica, et LOPEZ TRUJILLO, Fernando, *Resistencia Libertaria*, ed. Madre Selva, 2007, 112 p., ISBN 978 987 23777 0 0. Possibilité de le télécharger en format PDF sur le site des éditions Madre Selva : www.editorialmadreselva.com.ar

DRIMER, Bernard, et KAPLAN DE DRIMER, Alicia, *Las Cooperativas. Fundamentos, historia, doctrina*, ed. Intercoop et editora cooperativa LTDA, 1973, 622 p.

ÉQUY, Marianne, *L'Anarchisme en Argentine de 1870 à 1910*, bulletin, n° 40 du CIRA de Marseille, 1998, 104 p.

FINET, Hélène. *Le Congrès anarchiste d'Amsterdam de 1907. Anarchisme ou syndicalisme à la lumière de la réalité argentine*, éd. Du temps perdu, 2007, 60 p., ISBN 2 95 246 39 4 8.

FLORES, Gregorio, *SITRAC-SITRAM. La lucha del clasismo contra la burocracia sindical*, edición Espartaco Córdoba, 2004, 256 p., ISBN 987 21181 4 0.

GÈZE, François, et LABROUSSE, Alain, *Argentine. Révolutions et contre-révolutions*, éd. Seuil, 1975, 287 p.

GODIO, Julio, *El Movimiento obrero argentino (1910-1930). Socialismo, sindicalismo y comunismo*, ed. Legasa, 1988, 212 p.

GODIO, Julio, *Historia del movimiento obrero argentino. 1870-2000*, t. II : *La época de los corrientes sindicales fundadores (1870-1943)*, ed. Corregidor, 2001, 600 p.

GODIO, Julio, *La Caída de Perón. De junio a setiembre de 1955*, Grànica editor, 1973, 255 p.

GOMEZ, Alfredo, *Anarquismo y anarco-sindicalismo en América latina. Colombia, Brasil, Argentina, Mexico*, Ruedo Iberico, Ibérica de ediciones y publicaciones, 1980, 195 p.

GUTTIERREZ, Juan, *La Fuerza histórica de los villeros*, ed. J. Baudino, 1999, 188 p., ISBN 987 9020 10 3.

Kohan, Néstor, *Ni calco ni copia. Ensayos sobre el marxismo argentino y latinoamericano*, 494 p., document PDF en téléchargement libre.

LABROUSSE, Alain, *Les Tupamaros. Guérilla urbaine en Uruguay*, éd. du Seuil, 1971, 205 p.

LOPEZ, Antonio, *La FORA en el movimiento obrero*, Tupac ediciones. 1998. 222 p.

LOPEZ TRUJILLO, Fernando, *Vidas en rojo y negro. Una historia del anarquismo en la década infame*, Letra Libre, 2005, 259 p., ISBN 987 20834 2 8.

MAFUD, Julio, et FERNANDEZ, Enrique, *El Anarquismo argentino. Análisis y interpretación*, manuscrit jamais publié, en accès libre à la bibliothèque José Ingenieros, Buenos Aires, 187 p.

MATSUSHITA, Hiroshi, *Movimiento obrero Argentino 1930-1945. Sus proyecciones en los orígenes del peronismo*, ediciones Siglo Veinte, 327 p., ISBN 950 016 362 4.

MERCIER-VEGA, Louis, *Mécanismes du pouvoir en Amérique latine*, éd. Pierre Belfond, 1967, 229 p.

MERCIER-VEGA, Louis, *Technique du contre-État. Les guérillas en Amérique du Sud*, éd. Pierre Belfond, mai 1968, 253 p.

BIBLIOGRAPHIE

MERCIER-VEGA, Louis, *Autopsie de Perón*, éd. Duculot, 1974, 208 p., ISBN 2 8011 0033 1.

MERCIER-VEGA, Louis, *La Chevauchée anonyme*, Agone, 2006 (1^{re} édition en 1978), 264 p., ISBN 2 7489 0055 3.

MERO, Roberto, *Conversaciones con Juan Gelman. Contraderrota. Montoneros y la revolución perdida*, editorial Contrapunto, 1983, 189 p.

MINUJIN, Alberto (sous la direction de), *Cuesta abajo. Los nuevos pobres: efectos de la crisis en la sociedad argentina*, UNICEF-Losada, mars 1995, 300 p., ISBN 950 03 8346 2.

MORENO, Hugo. *Le Désastre argentin. Péronisme, politique et violence sociale (1930-2001)*, éd. Syllepse, 2005, 222 p., ISBN 2 84950 043 7.

MORENO SAINZ, María Laura, *Anarchisme argentin, 1890-1930. Contribution à une mythanalyse*, 2003, 347 p., thèse de sociologie.

MOVIMIENTO DE TRABAJADORES DESOCUPADOS ANÍBAL VERÓN, *Tierra piquetera*, ed. 26 de junio, juin 2004, non paginé, ISBN 987 20803 1 3.

ODDONE, Jacinto, *Gremialismo proletario argentino*, editorial La Vanguardia, 1949, 424 p.

PAZ, Abel, *Durruti en la revolución española*, Collection Biografías y Memorias, Fondation Anselmo Lorenzo, 1996, 775 p., ISBN 84 86864 21 6.

PEÑA, Rodolfo Ortega, et DUHALDE, Eduardo Luis, *Felipe Vallese. Proceso al Sistema*, ed. Punto Crítico, 2002, 235 p.

POZZI, Pablo, *Oposición obrera a la dictadura (1976-1982)*, editorial Contrapunto, 1988, 205 p.

QUESADA, Fernando, *El Proceso de Bragado*, editorial Korrigan, 1974, 98 p.

ROMERO, Luis Alberto, *Breve Historia contemporánea de la Argentina*, ed. Fondo de Cultura económica, 1994, 414 p., ISBN 950 557 203 4.

RAIMBAUD, Cécile, et HÉRARD, Daniel, *Argentine rebelle. Un laboratoire de contre-pouvoirs*, éditions Alternatives, 2006, 143 p., ISBN 2 86227 474 7.

ROTONDARO, Ruben, *Realidad y cambio en el sindicalismo*, ed. Pleamar, 1971, 429 p.

ROUQUIÉ, Alain, *Pouvoir militaire et société politique en République argentine*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1978, 772 p., ISBN 2 7246 0394 X.

SADI, Marisa, *Montoneros. La resistencia después del final*, ed. Nuevos Tiempos, 2004, 352 p., ISBN 987 98391 8 8.

SCENNA, Miguel Angel, FORJA. *Una aventura argentina (de Yrigoyen a Perón)*, tome 1, ed. La Bastilla, Buenos Aires, 1972, 367 p.

SEIXAS (DE), Jacy Alves, *Mémoire et Oubli. Anarchisme et syndicalisme révolutionnaire au Brésil*, éditions de la Maison des sciences de l'homme Paris, 1992, 303 p., ISBN 2 7351 0457 5.

SENEZ GONZALEZ, Santiago, *El Sindicalismo después de Perón*, editorial Galerna, 1971, 166 p.

SURIANO, Juan, *La Huelga de inquilinos de 1907*, Centre editor de América latina, 1983, 96 p., ISBN 950 25 0122 5.

SITUACIONES (collectif), *Genocida en el barrio. Mesa de escrache popular*, ed. De mano en mano, n° 5 (+1), 2002, non paginé, ISBN 987 96651 5 5.

TACCONE, Juan Jose, *900 Días de autogestión en SEGBA. Una experiencia argentina de participación*, ed. Fundación, 2001, 1977, 223 p.

VERBITSKY, Horacio, *Ezeiza*, ed. Contrapunto, 1987, 223 p., ISBN 950 470006 3.

ZARAGOZA, Gonzalo, *Anarquismo argentino (1876-1902)*, ediciones de la Torre, Madrid, 1996.

ZIBECCHI, Raúl, *La Mirada horizontal*, editorial Tierra del sur, 2003, 127 p.

ZIBECCHI, Raúl, *Genealogía de la revuelta*, ed. Letra libre et Nordan Comunidad, juin 2003, 244 p., ISBN 987 20834 1 x ; en français : *Argentine, Généalogie de la révolte, la société en mouvement*, éd. CNT-RP, octobre 2004, 379 p.

Brochures

À Contretemps. *Bulletin de critique bibliographique*, « Diego Abad de Santillán. 1897-1983 », n° 10, 2002.

ASTARIAN, Bruno, *Le Mouvement des piqueteros. Argentine 1994-2006*, Échanges et Mouvement, mai 2007, 58 p.

CRACOGNA, Dante, *El Cooperativismo en la Argentina*, ed. Intercoop-Argentina, 1977.

FERNANDEZ, Serafín, *La AIT en el continente americano*, ed. de la FORA del V congreso, ACAT-AIT, 1968, 68 p.

FERNANDEZ, Fabian L, *La Huelga metalúrgica del 1954*, Cuaderno de trabajo, n° 51, Centro cultural de la cooperación, ediciones del Instituto movilizador de fondos cooperativos, 2004, 98 p., ISSN 1666 84 05.

GONZALEZ, Ildefonso, *Notes brèves sur le mouvement ouvrier anarchiste en Argentine*, Les Cahiers de Contre-courant, suppl. *À Contre-courant*, n° 58, mars 1955, 7 p. (pp. 173-180).

KOROL, Claudia, *Dilemas del cooperativismo en la perspectiva de creación de un poder popular*, ediciones del Instituto Movilizador de fondos cooperativos (Cuaderno de trabajo, n° 20), 2003, ISSN 1666 8405.

LOPEZ ARANGO, Emilio, *La FORA, une organisation ouvrière anarchiste*, traduction et introduction d'Angel Rodriguez Sierra, éd. CNT-AIT, Syndicat des travailleurs, chômeurs et précaires de Paris, 2001 (éd. originale, 1933), 24 p.

NICANOFF, Sergio M., et CASTELLANO Axel, *Las Primeras experiencias guerrilleras en la Argentina*, Cuaderno de trabajo, n° 29, Centro cultural de cooperación, janvier 2004, 105 p., ISSN 1666 8405.

PEREZ, Pablo M., *El Movimiento anarquista y los orígenes de la Federación libertaria argentina*, sans date, 20 p.

RUBIO, Jose Luis, *Las Internacionales obreras en América (1928-1970)*, ed. Voz de los sin Voz, 1998, 76 p.

SITUACIONES (COLLECTIF), *MTD Solano*, ed. De Mano en mano, n° 4, déc. 2001 (non paginé).

TORRE, Juan Carlos, *Interpretando (una vez mas) las origenes del peronismo*, Centro de investigaciones sociales (Documentos de Trabajo), 1989, ISSN 0325 84833.

Articles divers, de revues et de mensuels

ABAD DE SANTILLAN, Diego, « La unidad de clase y sus derivados », suplementos, *Antologias Temáticas*, n° 38, janvier 1993, ISSN 1130 2089.

ABAD DE SANTILLAN, Diego, « La órbita de la revolución argentina, nueva estructuración de América del Sur, la primera unidad económica de América », suplementos, *Antologias Temáticas*, n° 38, janvier 1993, ISSN 1130 2089.

ADAMOVSKY, Ezequiel, « Les assemblées en Argentine », *Les Temps maudits*, n° 16, ISSN 0754 0574.

ADAMOVSKY, Ezequiel, « El movimiento asambleario en la Argentina : balance de una experiencia », *El Rodaballo*, hiver 2004, n° 15, année 10.

ADELMAN, Jeremy, « State and Labour in Argentina: the portworkers of Buenos Aires, 1910-1921 », *Journal of Latin American Studies*, vol. 25, part 1, février 1993.

ANDUJAR, Andrea, « Combates y experiencias : las luchas obreras en Villa Constitución (1974-1975) », *Taller, Revista de sociedad, cultura y política*, avril 1998, n° 6, ISSN 0328 7726.

ASCOLANI, Adrian, « El anarco comunismo rural argentino. Utopia revolucionaria y sindicalismo (1900-1922) », *Estudios sociales*, n° 4, 1^{er} semestre 1993.

BERTOLO, Maricel, « El sindicalismo revolucionario en una etapa de transición (1910-1916) », *Estudios sociales*, n° 4, 1^{er} semestre 1993.

BERTRAL, Fernando R., « Actualidad y perspectiva del movimiento estudiantil », *Reconstruir*, n° 67, juillet-août 1970, 66 p.

BIBLIOGRAPHIE

CIERI, Alejandro Andreassi, « Del socialismo al sindicalismo revolucionario. La UGT Argentina, 1903-1906 », *Boletín americanista*, n° 48, 1998.

COLOMBO, Eduardo, « La FORA, le finalisme révolutionnaire », in *De l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire*, Actes du colloque international « Pour Un Autre Futur », éd. CNT-RP-Nautilus, 2001, 302 p., ISBN 2 84603 011 1.

COOKE, John William, « Apuntes para la militancia. 1964 », Archive personnelle récupérée sur Internet.

FREGOSI, Renée, « Au-delà de la crise financière et institutionnelle, l'Argentine en quête d'un véritable projet », *Revue politique étrangère*, n° 2, avril-juin 2002.

GELI, Patricio, « Los anarquistas en el gabinete antropométrico. Anarquismo y criminología en la sociedad argentina del 1900. » *Entrepasados, revista de historia*, n° 2, 2^e année, 1992.

GELI, Patricio, et PRISLEI, Leticia, « Una estrategia socialista para el laberinto argentino. Apuntes sobre el pensamiento político de Juan B. Justo », *Entrepasados*, n° 4/5, 1993.

GHIGLIANI, Pablo, « Las experiencias antiburocráticas de los obreros gráficos : la huelga de 1966 y el peronismo combativo », *Taller, revista de sociedad, cultura y política*, avril 1998, n° 6, ISSN 0328 7726.

GISBERT, Daniela, « Por el derecho a la ciudad. Protagonistas - Movimientos de ocupantes e inquilinos (MOI) », *Proyectos*, 19/20. juin-juillet 2004, n° 10.

GONZALEZ-ALEMAN, Marianne, « La “Marche de la Constitution et de la liberté” (19 septembre 1945) : une certaine idée de “l'Argentine authentique” », *Le Mouvement social*, 2003/1, n° 202, pp. 113-131, téléchargeable sur le site <http://www.cairn.info>.

LOPEZ, Fernando, interviewé par Chuck MORSE, « Resistencia libertaria : l'opposition anarchiste à la dernière dictature argentine », *Les Temps maudits*, n° 19, mai-sept. 2004, ISSN 0754 0574.

LOPEZ TRUJILLO, Fernando, « Les fuerzas anarquistas ante el golpe del '30 », *En La Calle*, septembre 2003, n° 49.

LOPEZ TRUJILLO, Fernando, « El congreso clandestino de Devoto », *En La Calle*, mars 2004, n° 50.

MERCIER-VEGA, Louis, « Le congrès de la CGT (fin janvier 1963) ». 20 pages tapées à la machine, consultables au CIRA de Lausanne, ces pages sont non datées bien que sans doute écrites peu de temps après ledit congrès, soit vers fin janvier-début février 1963.

MINTZ, Frank, « Lutttes de base actuelles en Argentine », *Les Temps maudits*, n° 19, mai-septembre 2004, ISSN 0754 0574.

OVED, Yaacov, « Influencia del anarquismo español sobre la formación del anarquismo argentino », *Estudios interdisciplinarios de América latina y el Caribe*, 1^{er} semestre 1991.

OVED, Yaacov, « The Uniqueness of Anarchism in Argentina », *Estudios interdisciplinarios de América latina y el Caribe*, n° 1, 1997.

PITTALUGA, Roberto, « La discusión sobre el concepto de vanguardia anarquista », extraits de son intervention aux 1^{res} journées de l'Histoire de la gauche, au CeDinCi de Buenos Aires, en 2000, *En La Calle*, septembre 2004, n° 53.

PRIETO, Agustina, « Florencio Sanchez en Rosario : anarquismo, política y literatura en la periferia del campo intelectual del noventa », *Entrepasados*, n° 16, 1999.

PRINCE, Jacobo, « Sobre rebeldía y transformación social », *Reconstruir*, n° 63, novembre-décembre 1969.

SIDICARO, Ricardo, « Contribuciones para el estudio de las ideas políticas de Perón », *Estudios sociales*, 5^e année, n° 8, 1995.

SPEKTOROWSKI, Alberto, « Argentina 1930-1940 : nacionalismo integral, justicia social y clase obrera », *Estudios sociales*, 5^e année, n° 8, 1995.

SURIANO, Juan, « Ideas y prácticas “políticas” del Anarquismo Argentino », *Entrepasados, revista de historia*, n° 8, 5^e année, 1995.

SURIANO, Juan, « Le projet éducatif de l'anarchisme argentin, 1900-1916 », *Histoire et sociétés de l'Amérique latine*, n° spécial : Le siècle des états éducateurs, 2000.

BIBLIOGRAPHIE

TORTTI, María Cristina, « Protesta social y nueva Izquierda en la Argentina del gran acuerdo nacional », *Taller, revista de sociedad, cultura y política*, avril 1998, n° 6, ISSN 0328 7726.

YANKELEVICH, Pablo, « Los magonistas en *La Protesta*. Lecturas rioplatense del anarquismo en Mexico, 1906-1929 », *Estudios de historia moderna y contemporanea de México*. UNAM, n° 19, 1999.

ZIBECHI, Raúl, « L'impact du zapatisme en Amérique latine », *Vólcans. Amérique latine-Caraïbes*, n° 54, hiver 2003-2004.

Sans auteur, « El movimiento obrero en Córdoba. 1955-1971 », *En la Calle*.

Sans auteur, « Los crímenes de una clase, la vigencia de una lucha », *En La Calle*, décembre 2000, n° 33.

Sans auteur, « 1985, la FORD bajo gestión obrera », *En la Calle*, avril 2003, n° 47.

Articles de journaux papiers et internet

Acción Libertaria (organe de la FACA) : N°s 68, 2^e quinzaine de septembre 1943 (8^e année) ; 69, 1^{re} quinzaine d'octobre 1943 ; 70, 2^e quinzaine d'octobre 1943 ; 71, 1^{re} quinzaine de novembre 1943 ; 72, 2^e quinzaine de novembre 1943 ; 73, mars 1944 ; 74, mai 1944 ; 77, juillet 1944 ; 79, septembre 1944 ; 80, octobre 1944 ; 81, novembre 1944 ; 83, février 1945 (9^e année) ; 84, mars 1945 ; 86, septembre 1945 ; 87, novembre 1945 ; 89, décembre 1945 ; 90, février 1946 ; 91, mai 1946 ; 92, juillet 46 ; 93, août 1946 ; 202, mai 1969 ; 203, juin 1969 ; 204, septembre 1969 ; 205, décembre 1969.

Clarín : EICHELBAUN, Carlos, « Ezeiza, una masacre premonitoria », 20 juin 2003.

Ideas y Figuras : GHIRALDO, Alberto, « éditorial », ainsi qu'une série de gravures, 13 mai 1909 ; PALACIOS, Alfredo L., « Trafico de Esclavas », 3 juin 1909.

Jornada (La) : STEINSLEGER, José, « Entrevista a Luis D'Elía, dirigente piquetero argentino », 14 novembre 2003 <http://www.jornada.unam.mx/2003/11/14/037n1mun.php?printver=1&fly=2>

Página 12 :

Sans auteur, « Moto Bronca », supplément *Radar*, 6 janvier 2001.

Sans auteur, « Homenaje a los cinco masacrados, Altares en 5 esquinas », 21 février 2002.

Sans auteur, « Motoqueros de HIJOS procesados », 16 décembre 2002.

BONASSO, Miguel, « Aprietes a los que hablan del 20 de diciembre. Una sombra sobre los testigos », 8 décembre 2002.

BRUSCHTEIN, Luis, « Piqueteros, asambleas y familiares en las marchas. Cuatro actos, un aniversario », 21 décembre 2003.

DANDAN, Alejandra, « Demandan a la Ford por el secuestro de gremialistas durante la dictadura », 24 février 2006.

DANDAN, Alejandra, « Ford Falcon, modelo 76 », 26 février 2006.

MEYER, Adriana, « Habla María Arenas, la viuda del motoquero asesinado por la policia », 15 décembre 2002.

MONTENEGRO, Maximiliano, « Los Marginados », supplément CASH, dimanche 29 janvier 2006.

VALES, Laura, «El sindicato de los motoqueros. Los combativos », 3 novembre 2002.

ZEIGER, Claudio, « En esta dulce tierra », supplément *Radar* du 4 février 2002.

Protesta (La) :

An LVII, n° 8007, novembre 1955 ; 8008, 1^{re} quinzaine de décembre 1955 ; 8009, 2^e quinzaine de décembre 1955 ; 8010, janvier 1956 ; 8011, 1^{re} quinzaine de février 1956 ; 8012, 2^e quinzaine de février 1956 ; an LVIII, n° 8013, 1^{re} quinzaine de mars 1956 (le journal passe de 4 à 8 p.) ; 8014, 2^e quinzaine de mars 1956 ; 8015, 2^e quinzaine du mois d'avril 1956 (régulièrement *La Protesta* ne peut publier pour cause de non approvisionnement en papier) ; 8016,

BIBLIOGRAPHIE

1^{re} quinzaine de juin 1956 (le journal a été fermée entre temps) ; 8017, 1^{re} quinzaine de juillet 1956 ; 8018, 2^e quinzaine de juillet 1956 (le journal a6) ; an LIX, n^o 8019, 2^e quinzaine d'août 1956 ; 8020, 1^{re} quinzaine de septembre 1956 ; 8021, 2^e quinzaine de septembre 1956 ; 8022, 2^e quinzaine d'octobre 1956 ; 8023, 1^{re} quinzaine de novembre 1956 ; 8024, 2^e quinzaine de décembre 1956 ; 8025, 1^{re} quinzaine de février 1957 ; 8026, 2^e quinzaine de février 1957 ; 8027, 2^e quinzaine de mars 1957 (changement de format, *La Protesta* passe à un format A2 recto verso, plié en deux, ce qui fait autant de colonnes que sur le précédent, sur huit p.) ; 8028, 2^e quinzaine d'avril 1957 ; 8029, 1^{re} quinzaine de mai 1957 (n^o exceptionnel pour le 1^{er} Mai) ; 8030, 2^e quinzaine de mai 1957 ; an LX, n^o 8031, 2^e quinzaine de juin 1957 ; 8032, 1^{re} quinzaine de juillet 1957 ; 8033, 2^e quinzaine de juillet 1957 ; 8034, 2^e quinzaine d'août 1957 ; 8035, 1^{re} quinzaine de septembre 1957 ; 8036, 1^{re} quinzaine d'octobre 1957 ; 8037, 2^e quinzaine de novembre 1957 ; 8038, 1^{re} quinzaine de décembre 1957 ; 8039, 1^{re} quinzaine de janvier 1958 ; 8040 manquant ; 8041, 1^{re} quinzaine d'avril 1958 ; 8042, 1^{re} quinzaine de mai 1958 ; 8043, 2^e quinzaine de mai 1958 ; an LXI, n^o 8044, 2^e quinzaine de juin 1958 ; 8045, 2^e quinzaine de juillet 1958 ; 8046, 2^e quinzaine d'août 1958 ; 8047, 2^e quinzaine de septembre 1958 ; 8048, 2^e quinzaine d'octobre 1958 ; 8049, 1^{re} quinzaine de novembre 1958 ; 8050, 2^e quinzaine de novembre 1958 ; 8051, 1^{re} quinzaine de décembre 1958 ; 8052, 2^e quinzaine de décembre 1958 ; 8053 manquant ; 8054, 1^{re} quinzaine d'avril de 1959 ; an LXII, n^o 8055 manquant ; 8056, juillet 1959 (notons que ce numéro change de nouveau de format et augmente sa pagination : 12 pages, mais il devient mensuel) ; 8057, août 1959 ; 8058, septembre 1959 ; n^o 59 au n^o 62 inclus manquants ; 8063, mars 1960 (le journal repasse à huit pages, tout en restant mensuel) ; 8064, avril 1960 (de nouveau 12 pages) ; 8065, mai 1960 ; 8066, juin 1960 ; an LXIII, n^o 8067, août 1960 ; 8068, septembre 1960 ; 8069, novembre 1960 ; 8070, décembre 1960 ; 8071, janvier 1961 ; 8072, mars 1961 ; 8073, avril 1961 ; an LXIV, n^o 8074, juin 1961 ; 8075 et 8076 manquants ; 8077, octobre 1961 ; 8078, novembre 1961 ; 8079 manquant ; 8080, mai 1962 ; an

LXV, n° 8082, septembre 1962 ; an LXXI, n° 80110, août 1968 ; 8111, décembre 1968 ; an LXXII, n° 8112 avril 1969 ; 8113, juin 1969.

Razón (La) : Sans auteur, « Delivery », 24 août 2004.

Articles issus de sites web

Sans auteur, « El Sindicato de plomeros, cloaquistas, hidráulicos y anexos. Entrevista con Darío “el Piojo” », mars 2008, <http://www.anarkismo.net/articulo/8220>

BAYER, Osvaldo, « En Argentina pasa lo que pasa en el mundo », 21 juin 2008.

BELLUCCI, Mabel, « Los orígenes del Partido peronista », 16 décembre 2003, <http://www.rionegro.com.ar>

DORVAL, Brunelle, « Bilan de l'année 2007 dans les Amériques et dossiers à suivre en 2008 », janvier 2008, n° 2, site de l'Observatoire des Amériques, <http://www.ameriques.uqam.ca>

FERRARI, Sergio, « Le coup d'État militaire de Videla : terrorisme d'État contre l'Argentine sociale », sans date, <http://risal.collectifs.net>

LACABE, Marga, « Bignone : “Hay que terminar con el Nüremberg argentino” », 16 janvier 2008, <http://desaparecidos.org>

MARRA, Andrea. « Comment Kirchner a “pacifié” le conflit social argentin », 13 février 2007, <http://risal.collectifs.net>

MENDIBIL, Víctor, « Una nueva lucha ganada por un nuevo modelo sindical », 14 nov. 2008. <http://www.cta.org.ar/base/articulo/10974.html>

RODRIGUEZ, Leandro, « El gobierno de Kirchner y las empresas recuperadas. Balance de una ambivalencia », 11 décembre 2007, <http://www.anred.org>

SAPPIETRO, Néstor, « Detrás de las cifras », 15 avril 2008, <http://argentina.indymedia.org>

SVAMPA, Maristella, « El devenir de las organizaciones piqueteras en Argentina », septembre 2004, <http://www.maristellasvampa.net>

SVAMPA, Maristella, « Inflexiones del paradigma neoliberal en América latina », juillet 2007, <http://www.maristellasvampa.net>

BIBLIOGRAPHIE

SVAMPA, Maristella, « Les fissures du modèle se voient d'abord dans les provinces », 20 septembre 2007, <http://risal.collectifs.net>

SVAMPA, Maristella, « Días extraños », 31 mars 2008, <http://www.maristellasvampa.net>

ZIBECCHI, Raúl, « Dix ans de mouvement piquetero: le changement social en marche », 9 septembre 2005, <http://risal.collectifs.net>

ZIBECCHI, Raúl, « Le retour résistible des droites en Amérique du sud », 25 juillet 2007, <http://risal.collectifs.net>

Vidéos et documentaires

De Memoria, testimonios, textos y otras fuentes sobre el terrorismo de estado en Argentina. Trois volumes : La primavera de los pueblos ; 24 de marzo de 1976 : el golpe y el terrorismo de estado ; 1983 : la transición democrática y el camino hacia la justicia. *Página 12* y gobBsAs, secretaria de educación, 2005.

El Fantasma, Record prod., Mar del Plata, 86', juillet 2005

FERNANDEZ, Leonardo, *Anarquistas. Mártires y vindicadores* (2^e partie).

GRUPO ALAVIO, *Semana de lucha. A seis meses de la desaparición de Julio López*, reportage de 2007 du Grupo Alavio, accessible sur le site www.agorativ.ar

ARRUTI, Mariana. *On les appelait les prisonniers de Bragado*, Fundación Alumbrar, 46', 1995.

ARRUTI, Mariana, *La Huelga de los locos*, Fundación Alumbrar, 35', 2002.

CAETANO, Adrian Israel, *Crónica de una fuga*, Wild Bunch distribution, 102', 2006.

ESPINOZA, Edith, et PAYER, Christian, *Una Piquetera à Paris*, 20', 2003.

FERNANDEZ, Leonardo, *Anarquistas. Hijos del Pueblo* (1^{re} partie). *El Fantasma* record prod, Mar del Plata, 86', septembre 2003.

FUTERMAN, David, *Argentínazo. Vivre avec la crise*, La Cathode et Cine Ojo, 55', 2003.

LANDGRAEBER, Wolfgang, *Panteón Militar*, 90', 1992.

KLEIN, Naomi, et LEWIS Avi, *The Take*, 87', 2004.

MARTINEZ, Virginia, *Acratas. Les anarchistes expropriateurs du Rio de la Plata*, 32', 2000.

SOLANAS, Fernando E., *Mémoire d'un saccage*, 120', 2003.

SOLANAS, Fernando E., *La Dignité du peuple*, 120', 2007.

SOLANAS, Fernando, *La Hora de los hornos*, Cinesur SA, 208' (documentaire en 3 parties), 1968.

SOLANAS, Fernando, *Argentina latente*, Cinesur SA, 100', 2007.

URIESTE, Federico, *Hundan al Belgrano*, 117', 1996.

URIESTE, Federico, *Rebelión*, 90', 2003.

Ouvrages généraux utilisés

Livres

Anarchisme et Syndicalisme. Le congrès Anarchiste international d'Amsterdam (1907). Introduction Ariane Miéville, Maurizio Antonioli, éd. du Monde libertaire-Nautilus, 1997, 231 p., ISBN 2 90 3013 44 6.

BENASAYAG, Miguel, et SZTULWARK, Diego, *Du contre-pouvoir*, La Découverte-Poche, 2003, 167 p., ISBN 978 2 7071 4253 5.

BRAUD, Philippe, *Violences politiques*, Seuil, 2004, 285 p., ISBN 2 02 061168 6.

BURROUGHS, William, *Révolution électronique*, HC-D'ARTS, 1999, 57 p., ISBN 2 910599 55 8.

CHAMBELLAND, Colette, *Pierre Monatte, une autre voix syndicaliste*, Éditions de l'atelier-Éditions ouvrières, 1999, 192 p., ISBN 270823460 9.

CHOMSKY, Noam, *Comprendre le pouvoir. Premier Mouvement*, éditions Aden. 2006, 203 pages, ISBN 2 9304 020 3 2.

CONTRETEMPS, *Changer le monde sans prendre le pouvoir ? Nouveaux libertaires, nouveaux communistes*, éd. Textuel, 2003, 196 p., ISBN 2 84597 075 7.

FABBRI, Luigi, *Malatesta*, Editorial Americale, 1945, 368 p.

BIBLIOGRAPHIE

GARCIA Victor, *Antología del anarcosindicalismo*, ed. RUTA-B.A.S.E., 1988, 551 p.

GUCHET, Yves, *Georges Sorel 1847-1922. Serviteur désintéressé du prolétariat*, L'Harmattan, 2001, 335 p., ISBN 2 7475 0204 X.

LABORIT, Henri, *La Nouvelle Grille*, Folio essais, 2000, 346 p., ISBN 2 07 032337 4.

MANDEL, Ernest, *Du Fascisme*, Maspero, 1974. 92 p.

MERCIER-VEGA, Louis, et GRIFFUELHES, Victor, *Anarcho-syndicalisme et syndicalisme révolutionnaire*, éditions Spartacus, 1978, 100 p.

NEVEU, Érik, *Sociologie des mouvements sociaux*, éd. La découverte, coll. Repères, 2000, 125 p., ISBN 2 7071 3220 9.

PELLOUTIER, Fernand, *Histoire des Bourses du travail*, Phénix éd., Bibliothèque libertaire et anarchiste, 2001 (reprise de l'édition de 1946), 340 p., ISBN 2 7458 0671 8.

Pouget, Émile, *La Confédération générale du travail*, suivi du *Parti du travail* ; préface de Jacques Toublet, éd. CNT-Région parisienne, 1997, 239 p., ISBN 2 9504948 2 X.

ROCKER, Rudolf, *De la doctrine à l'action. L'anarchosyndicalisme des origines à nos jours*, Atelier de création libertaire, 1995, 80 p., ISBN 2 905691 48 4.

SOREL, Georges, *Réflexions sur la violence*, Seuil, avril 1990, 329 p., ISBN 2 02 009960 8.

Brochures

COLLECTIF, *L'Autogestion. Une idée toujours neuve*, éd. Alternative libertaire-NEFAC, 2005, 71 p., ISBN 2 914933 03 7.

COLOMBO, Eduardo, *L'Organisation révolutionnaire internationale du prolétariat*, éd. CNT-Région parisienne, 1997, 33 p.

LEHNING, Arthur, *La Naissance de l'Association internationale des travailleurs de Berlin. Du syndicalisme révolutionnaire à l'anarchosyndicalisme*, éd. CNT-Région parisienne, 2000, 43 p., ISBN 2 9504948 8 9.

LEVAL, Gaston, *Bakounine, fondateur du syndicalisme révolutionnaire*, éd. CNT-Région parisienne, 1998, 48 p.

MARIGHELA, Carlos, *Manuel du guérillero urbain*, téléchargé à partir de l'article Wikipedia concernant l'auteur, juin 1969, une vingtaine de pages selon les éditions.

SAFON, Ramón, *Francisco Ferrer y Guardia. Le rationalisme combattant*, éd. CNT-Région parisienne, 2002, 64 p., ISBN 2 9516163 0 9.

Documents et livres divers

Certains des documents cités ci-dessous ne sont donc accessibles qu'à travers les lieux de diffusion de presses alternatives ou sur Internet. À signaler plusieurs articles que nous n'avons pas utilisés parus dans *Le Monde libertaire*, ainsi que dans l'excellente journal *CQFD*.

Échanges et mouvement, « Argentine. De la paupérisation à la révolte. Une avancée vers l'autonomie » (revue accessible à partir du site <http://mondialisme.org>)

« Luttés sociales en Argentine. Mouvements piqueteros, entreprises récupérées et autogérées, assemblées de quartier », février 2004.

Macache !, n° 2, printemps-été 2004, Dossier sur l'Argentine, <http://internetdown.org>

MUTINES SÉDITIONS, Recueil de textes argentins (2001-2003), novembre 2003, santelmo@no-log.org

COLLECTIF DE CONTRE-INFORMATION SUR LE MONDIAL DE LAUSANNE, « Spécial Mondial », 1978, 4 p. au format A3.

GALEANO, Eduardo, *Les Veines ouvertes de l'Amérique latine*, Pocket, Coll. Terre humaine, 1993, 448 p., ISBN 2 266 12088 3.

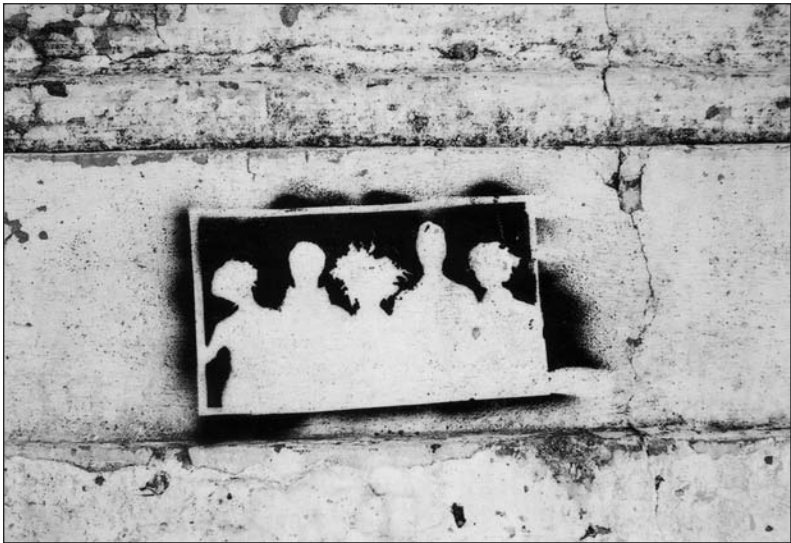
LEMOINE, Maurice, « De la guerre coloniale au terrorisme d'État », *Le Monde diplomatique*, novembre 2004, n° 608.

BIBLIOGRAPHIE

LONDRES, Albert, *Le Chemin de Buenos Aires. La traite des Blanches*, Albin Michel, 1927, 260 p.

SALAS, Horacio, *Le Tango*, Actes Sud, 1989, 360 p., ISBN 2 86869 425 X.

TROTSKY, Léon, « Bonapartisme bourgeois et bonapartisme soviétique », 1935, traduit du n° 43 du *Bulletin de l'opposition*, repris dans *IV^e Internationale*, n°s 8-9-10 de 1944, consultable sur le site <http://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/bcs/bcs07.htm>



SOMMAIRE

Préface de Pierre-Philippe Rey	11
---------------------------------------	-----------

I. Les premiers temps **67**

I. Entre socialisme et utopie	67
1. Jeunesse dorée	67
2. Les Afro-Argentins : véritables précurseurs du socialisme rioplatense ?	72
II. De l'immigration vers la terre argentine	76
1. Prémices à cette immigration	76
2. Immigration espagnole et italienne	81
III. Théologie	86
1. Rappel factuels	86
2. Quand les philosophes débarquèrent en Argentine	93

II. Structuration du mouvement syndical **99**

I. Les mentors	99
II. Les premières organisations	102
II. Grèves et droit de grève	106
IV. Le 1 ^{er} Mai	109
V. Pro et anti-organisation	113

III. Le temps de l'action directe 119

- I. Anarchisme, anarcho-syndicalisme ou syndicalisme révolutionnaire ? 119
- II. Construction de la Fédération ouvrière argentine . . . 128
 - 1. Premiers congrès, première scission 128
 - 2. Crispation du climat politique 131
 - 3. Congrès constitutif de l'Union générale des travailleurs, troisième congrès de la FOA 136
 - 4. La presse anarchiste 138
 - 5. De la FOA à la FORA 142
- III. Radicalisation, insurrections et anarchisme
 - « héroïque » 144
 - 1. Finalisme 144
 - 2. Éducation libertaire 150
 - 3. Grève des locataires 155
 - 4. Semaine sanglante 159
 - 5. Quelques précisions sur l'anarcho-communisme « en milieu rural » 163

IV. Alliances et recomposition syndicale 171

- I. Deux FORA 171
- II. L'onde de choc russe 176
 - 1. L'impact en Argentine 176
 - 2. Fondation du parti communiste argentin 179
 - 3. La Réforme universitaire de Córdoba 180
- III. Anarcho-bolchevisme et Union syndicale argentine . 183

V. De l'utilisation de la violence par les anarchistes 193

- I. Les années expropriatrices 198
- II. L'épisode argentin de Buenaventura Durruti 209

VI. 1930-1943 : la décade infâme 215

- I. 6 septembre 1930 215
 - 1. Du fascisme argentin 215
 - 2. 1 400 hommes pour un coup d'État 222
 - 3. Contre-coup d'État et répression 225
- II. Unité 3. Prison de Villa Devoto 231
 - 1. Le petit congrès 231
 - 2. Les prisonniers de Bragado 233
- III. Le mouvement ouvrier entre 1930 et 1943 237
 - 1. Résistance, réforme ou révolution ? 238
 - 2. De la grève à l'insurrection 252
 - 3. Vers une nouvelle révolution fasciste 264
 - Soutien à l'Espagne et désordre syndical 264
 - La commission ouvrière de relations syndicales 267
 - Ombre brune 270

**VII. Grandeur et décadence
du bonapartisme argentin 275**

- I. Adhésion populaire au péronisme 277
- II. De l'idéologie justicialiste. Brève histoire de Perón
et de sa pensée 289
- III. Et le syndicalisme fut ? 300
 - 1. De la captation 300
 - 2. La représentativité syndicale 308
 - 3. Des hommes contre 313
 - *Aquí FUBA !* 314
 - Péronistes et antipéronistes en lutte 317
- IV. Du « premier travailleur » à « l'absent » 325
 - 1. Panorama politique en 1955 325
 - 2. 16 juin 1955 et pacification 329

VIII. L'heure des « révolutions » 337

- I. La *libertadora* 340

1. 1955-1958 vers une première vague antibureaucratique ?	340
2. Contre-coups cubains	353
3. Plan de lutte et occupation d'usines	361
II. Le Franco-Argentin	365
III. <i>El Cordobazo</i> de 1969	370

IX. Nouvelle gauche 379

I. Philosophie générale de la <i>Nueva Izquierda</i>	379
II. Les libertaires et la <i>Nueva Izquierda</i>	385
III. La lutte antibureaucratique ou le renouveau syndical	392
1. SITRAC-SITRAM	393
2. Grèves, occupations, autogestion et conflits sociaux entre 1969 et 1976	398
3. Villa Constitución	402
IV. L'option militaire	405
V. Retour de Perón et expérience autogestionnaire de Luz y Fuerza	412

X. La dictature du 24 mars 421

I. De la cruauté	421
II. Résistances ouvrières	429

XI. L'heure des « démocraties » 441

I. 1983 ou l'espoir fugace	441
II. La CGT dans les années 1980	444
1. Une idéologie de plus en plus floue	444
2. Positionnement ouvrier	446
III. Plan austral et résistances	448
IV. La période Menem	451
1. De nouvelles formes d'organisation	452
2. <i>Piqueteros</i>	457
V. Les 19 et 20 décembre 2001	468

SOMMAIRE

1. Le 19 décembre 470
2. Le 20 décembre 474

XII. Horizontalité/horizontalisme . . . 487

Postface 499

- Une situation économique et sociale inchangée 500
- Des changements politiques majeurs ? 503

Chronologie des présidents, des régimes et événements 513

Annexes

1. Les coopératives en Argentine 519
2. Pacte de solidarité de la FORA adopté
lors de son 4^e congrès en 1904 524
3. Envoi du délégué Tom Barker comme représentant
de la FORA au congrès de l'ISR en 1920 529
4. Résolution finale lors du congrès de constitution
de l'AIT de 1922 531
5. L'assassinat de Kurt Wilckens 535
6. Les vingt vérités du justicialisme 538
7. Déclaration du SITRAC-SITRAM 540
8. Déclaration de principe de SI.Me.Ca. 547

Liste des sigles et acronymes politiques et syndicaux utilisés 549

Bibliographie 557





Ouvrages disponibles aux éditions CNT-RP

– *Éduquer pour émanciper*, Hugues Lenoir, 176 p., 16 euros (frais de port : 3 euros).

– *Joe Hill, les IWW et la création d'une contre-culture ouvrière révolutionnaire*, Franklin Rosemont, 548 p., 20 euros (frais de port : 3,95 euros).

– *Nationalisme et culture*, Rudolf Rocker, 670 p., 20 euros (frais de port : 3,95 euros).

– *Lili, une histoire sans fin, ou la vie ordinaire des « sans-papiers » en France*, Mpi Aiello, dessins pour enfants, 32 p., 12 euros (frais de port : 3 euros).

– *Loin des censier battus. Témoignages et documents sur le mouvement contre le CPE et la précarité, Sorbonne nouvelle, printemps 2006*, Collectif, 256 p., 15 euros (frais de port : 3 euros).

– *La Volonté du peuple. Démocratie et anarchie*, Eduardo Colombo, 140 p., 10,60 euros (frais de port : 1,70 euros).

– *1906. Le congrès syndicaliste d'Amiens*, Émile Pouget, 141 p., 15 (frais de port : 2,70 euros).

– *La Tragédie de l'Espagne*, Rudolf Rocker, 114 p., 12 euros (frais de port : 2,70 euros).

– *Vision anarchiste et syndicaliste*, Bakounine, 78 p., 10 euros (frais de port : 1,70 euros).

- *Pierre Pirotte ou le Destin d'un Communard*, Jean-Luc Debry, 210 p., 16 euros (frais de port : 2,70 euros).
- *La Ténébreuse Affaire de la Piazza Fontana*, Luciano Lanza, 228 p., 14 euros (frais de port : 2,70 euros).
- *La Canaille. Histoire sociale de la chanson française*, Larry Portis, 224 p., 14 euros (frais de port : 2,70 euros).
- *Le Garrot pour deux innocents. L'affaire Granado-Delgado*, Carlos Fonseca, 226 p., 15 euros (frais de port : 2,70 euros).
- *Les Anarchistes et l'Affaire Dreyfus*, Sébastien Faure, présentation de Philippe Oriol, 88 p., 10 euros (frais de port : 1,80 euros).
- *Les Anarchistes du Portugal*, João Freire, 336 p., 13 euros (frais de port : 2,70 euros).
- *De l'Histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire. Actes du colloque international Pour un autre futur*, 304 p., 15,25 (frais de port : 2,80).
- *Autogestion et Anarchosyndicalisme. Analyse et critiques sur l'Espagne (1931-1990)*, Frank Mintz, 136 p., 10,65 euros (frais de port : 2 euros).
- *L'Éthique du syndicalisme*, Pierre Besnard, 144 p., 10,65 euros (frais de port : 2 euros).

Les brochures syndicalistes

- *Discussion avec Bakounine*, Grégori Maximov, n° 15, 72 p., 6 euros (frais de port : 1,22 euros).
- *Instruire pour révolter, Fernand Pelloutier et l'éducation. Vers une pédagogie d'action directe*, Grégory Chambat, n° 12, 74 p., 6 euros (frais de port : 1,22 euros).
- *Une mystification idéologique : le choc des civilisations*, Miguel Chueca, n° 9, 42 p., 3,80 euros (frais de port : 0,80 euros).
- *La Naissance de l'Association internationale des travailleurs de Berlin*, Arthur Lehning, n° 8, 44 p., 3,80 euros (frais de port : 0,80 euros).
- *L'Organisation révolutionnaire internationale du prolétariat*, Eduardo Colombo, n° 4, 36 p., 3,05 euros (frais de port : 0,80 euros).

POUR PASSER COMMANDE



Écrire à :

CNT, service librairie

33, rue des Vignoles, 75020 Paris

Tél. 01 43 72 09 54 – Fax 01 43 72 71 55

Chèques à l'ordre de CNT, service librairie

- Particuliers : compter les frais de port en sus
- Librairies : remise 33 % (pas de frais de port)
- Syndicats CNT : à partir de 3 exemplaires
d'un même livre, remise 40 %
(pas de frais de port)

Site des éditions :

www.editions-cnt.org

Achevé d'imprimer sur les presses
de la Coopérative ouvrière 34
à Toulouse

Imprimé en France

Novembre 2009